

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions - TPSGC

11 LaurierSt./ 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau

**Québec
K1A 0S5**

Bid Fax: (819) 997-9776

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Maintenance & Professional Consulting Services Division
(FK)

11 Laurier St./ 11, rue Laurier
3C2, Place du Portage, Phase III
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet Laboratory Services	
Solicitation No. - N° de l'invitation EP914-181423/A	Date 2018-06-21
Client Reference No. - N° de référence du client 20181423	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$\$FK-305-75012
File No. - N° de dossier fk305.EP914-181423	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-08-01	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Rosso, Francois	Buyer Id - Id de l'acheteur fk305
Telephone No. - N° de téléphone (819)420-6227 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA 2720 RIVERSIDE DR. Sir Charles Tupper Building Ottawa Ontario K1A0S5 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ANNEXES :

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1 INTRODUCTION
- 1.2 SOMMAIRE
- 1.3 COMPTE RENDU

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

- 2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES
- 2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES
- 2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE
- 2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES
- 2.5 LOIS APPLICABLES

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

- 3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

- 4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION
- 4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

- 5.1 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET D'ASSURANCES

- 6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ
- 6.2 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

- 7.1 OFFRE
- 7.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ
- 7.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES
- 7.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES
- 7.5 RESPONSABLES
- 7.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES
- 7.7 UTILISATEURS DÉSIGNÉS
- 7.8 PROCÉDURES POUR LES COMMANDES
- 7.9 INSTRUMENT DE COMMANDE
- 7.10 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES
- 7.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS
- 7.12 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES
- 7.13 LOIS APPLICABLES

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 7.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX
- 7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES
- 7.3 DURÉE DU CONTRAT
- 7.4 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES
- 7.5 PAIEMENT

DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES (DOC)
Services de laboratoires
EN914-181423

- 7.6 INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION
- 7.7 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE
- 7.8 REUNION AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX

Liste des Annexes :

Annexe « A », Énoncé des travaux;
Annexe « B », Base de paiement;
Annexe « C » Accord de non divulgation
Annexe « D » Rapport d'utilisation trimestre
Annexe « E » Exigences en matière d'assurance
Annexe « F » Instruments de paiement électronique

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité et d'assurances |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent :

7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

1.2 Sommaire

La présente est une demande en vue de l'établissement d'offres à commandes (OC). Une OC ne constitue pas un contrat et n'engage pas Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) à acheter les services décrits ou à attribuer des contrats connexes. Toute OC subséquente correspond à une offre de fourniture de certains services au Canada, à des prix prédéterminés ou selon des barèmes de prix fixes, conformément à des modalités préétablies.

DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES (DOC)
Services de laboratoires
EN914-181423

L'OC peut être acceptée par un utilisateur désigné au nom du Canada, pour une période de temps déterminée.

Un contrat distinct est établi chaque fois qu'une commande relative à la prestation de services est passée dans le cadre d'une OC. La responsabilité du Canada est limitée à la valeur réelle des commandes passées par l'utilisateur identifié dûment autorisé, et ce, pour la durée indiquée dans la commande.

Besoin

L'Unité de Santé et sécurité liée aux immeubles (USSLI) de TPSGC sollicite une offre à commandes individuelle régionale (OCIR) pour la prestation de services de laboratoire.

Cette offre à commandes portera sur les programmes de qualité de l'air intérieur, d'eau potable, de *Legionella* et de substances désignées ou dangereuses. Ces services sont requis « au besoin » pour l'USSLI en vertu de sa responsabilité continue d'évaluer les risques pour l'environnement ou la santé et la sécurité qui peuvent exister dans les espaces occupés par le gouvernement ou sur les terrains appartenant au gouvernement ou gérés par le gouvernement dans le secteur de la capitale nationale (SCN).

L'entrepreneur doit fournir les services de laboratoire décrits à l'annexe A : Énoncé des travaux.

Tous les échantillonnages seront effectués par TPSGC ou par un tiers désigné par TPSGC. Les échantillons doivent être livrés au laboratoire en personne ou une demande doit être faite pour que les échantillons soient prélevés au bureau du responsable technique. Les frais d'expédition du retour sont à la charge du laboratoire. Tous les travaux requis par le laboratoire doivent être effectués dans les locaux du laboratoire ou par le ou les sous-traitants choisis par le laboratoire. Le laboratoire ne participera pas à l'échantillonnage sur place.

1.2.1 La présente DOC mènera à l'établissement de jusqu'à trois (3) offres à commandes individuelles régionale valides pour une période de cinq (5) ans.

1.2.2 Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG) et de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC). »

1.3 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES (DOC)
Services de laboratoires
EN914-181423

Les offrans qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document 2006 (2018-05-22) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours
Insérer : cent quatre-vingt (180) jours

2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués dans la DOC.

En raison du caractère de la demande d'offre à commandes, les offres transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrans doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES (DOC)
Services de laboratoires
EN914-181423

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#) L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins **dix (10) jours calendrier** avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES (DOC)
Services de laboratoires
EN914-181423

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

2.5 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur dans la province ou le territoire où les travaux sont exécutés et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation des offres

En raison du caractère de la DOC, les offres transmises par le service Connexion postal ou par télécopieur ne seront pas acceptées.

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : Offre technique (2 exemplaires papier)

Section II : Offre financière (1 exemplaires papier)

Section III : Attestations (1 exemplaires papier)

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur offre en format papier :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la DOC.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la [Politique d'achats écologiques](https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573) (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants doivent :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;

DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES (DOC)
Services de laboratoires
EN914-181423

- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement.

3.1.1 Paiement électronique de factures - offre

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « F » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « F » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES (DOC)
Services de laboratoires
EN914-181423

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

	Critères techniques obligatoires	Directives de préparation des soumissions
TO1 Accréditations, permis, licences et certificats d'approbation	<p>1. Accréditation CALA/CCN : À l'exception des laboratoires secondaires qui ne fournissent que des analyses d'amiante en vrac, l'offrant et tout laboratoire secondaire utilisé par l'offrant en vertu du présent contrat doivent détenir une accréditation en règle et à jour de l'Association canadienne des laboratoires d'accréditation Inc. (CALA) ou le Conseil canadien des normes (CCN), conformément à la norme 17025 de l'Organisation internationale de normalisation/Commission électrotechnique internationale (ISO/CEI). Les laboratoires et le ou les sous-traitants qu'ils choisissent doivent également être accrédités par la CALA/CCN relativement aux paramètres analytiques pertinents définis à l'annexe B (au minimum, pour ce qui est des paramètres définis comme paramètres critiques).</p> <p>2. Accréditation du NVLAP ou l'équivalent : L'analyse des matériaux pour déterminer la teneur en amiante doit être effectuée par des laboratoires agréés par le National Voluntary Laboratory Accreditation Program (NVLAP) du National Institute of Science and Technology (NIST) des États-Unis pour l'utilisation de la méthode de microscopie à lumière polarisée et de la méthode de microscopie électronique à transmission. Tout laboratoire secondaire utilisé par l'offrant pour les analyses de l'amiante doit détenir l'accréditation du NVLAP pour les services en vrac de l'amiante.</p> <p>3. Accréditation de l'IRSST : L'analyse de l'amiante des échantillons de matériaux prélevés dans la province du Québec doit être effectuée par des laboratoires agréés pour l'application de la méthode 244-3 de l'IRSST ou l'équivalent. Tout laboratoire secondaire utilisé par l'offrant pour les analyses de l'amiante doit détenir l'accréditation de l'IRSST pour les services en vrac de l'amiante.</p> <p><i>Des copies en règle des accréditations, des permis, des licences ou des certificats d'approbation doivent être jointes à la soumission. Cependant, si de telles copies ne sont pas fournies avec la soumission avant la date de clôture de la demande de soumissions, le responsable de l'offre à commandes en informera le soumissionnaire et lui accordera un délai afin que ce dernier puisse se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à</i></p>	<i>Fournir une preuve d'accréditation, de permis, de licences et de certificats d'approbation en règle.</i>

DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES (DOC)
Services de laboratoires
EN914-181423

	<i>la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer aux exigences dans le délai imparti entraînera l'irrecevabilité de l'offre.</i>	
T02 Références du projet	<p>L'offrant doit fournir une référence de projet qui démontre qu'il a fourni des services dans les délais précisés à l'annexe A 6.1 Eau potable et substances dangereuses (p. ex. l'amiante, le plomb et les BPC).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Délai d'exécution courant : 3 à 5 jours ouvrables - Délai d'exécution semi-urgent : 48 heures - Délai d'exécution urgent : 24 heures 	<i>Le soumissionnaire doit fournir : une référence de projet qui comporte les délais d'exécution précisés.</i>
T03 Références du projet	<p>L'offrant doit fournir une référence de projet qui démontre qu'il a fourni des services dans les délais précisés à l'annexe A 6.1 Legionella :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les bactéries de culture de la <i>Legionella</i> (<i>Legionella pneumophila</i> totale incluant tous les sérogroupes, LPTOT) : 10 à 15 jours civils. - Réaction en chaîne de la polymérase quantitative de <i>Legionella pneumophila</i> (qPCR) : 24 à 48 heures. 	<i>Le soumissionnaire doit fournir : une référence de projet qui comprend les délais d'exécution.</i>
T04 Références du projet	<p>L'offrant doit fournir une référence de projet qui démontre qu'il a fourni des services dans les délais précisés à l'annexe A 6.1 Qualité de l'air intérieur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Qualité de l'air microbienne (bandes de gélose) : 21 jours civils - Toutes les analyses d'échantillons microbiens collants, sauf dans un cas où le protocole d'analyse exige plus de temps : <ul style="list-style-type: none"> - Délai d'exécution courant : 3 jours - Délai d'exécution urgent : le jour suivant 	<i>Le soumissionnaire doit fournir : une référence de projet qui comprend les délais d'exécution.</i>
T05 Référence à long terme	<p>L'offrant doit être en mesure de fournir une (1) référence des clients à long terme (sur une année d'activité) ou des clients réguliers (plus de 20 demandes d'échantillonnage distinctes pour chacun des types d'échantillons ci-dessous) qui peuvent témoigner de la qualité de son travail et de ses services.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Eau - Substances dangereuses – amiante - Substances dangereuses – plomb - Micro-organismes en suspension dans l'air 	

4.1.2 Évaluation financière

4.1.2.1 Clause du Guide des CCUA [M0220T](#) (2016-01-28), Évaluation du prix

Le prix de l'offre sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Critère techniques obligatoires seulement

Clause du *Guide des CCUA* M0031T (2007-05-25), Méthode de sélection - critères techniques obligatoires seulement

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. Les 3 offres recevables avec le prix évalué le plus bas seront recommandées pour l'émission d'une offre à commandes.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les offrants doivent présenter avec leur offre, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.1.2 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.1.3 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ») du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET D'ASSURANCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

L'offre de commande ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Exigences en matière d'assurance

L'offrant doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que l'offrant peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe E si une offre à commandes lui est émise à la suite de la demande d'offres à commandes.

Si l'information n'est pas fournie dans l'offre, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

7.1 Offre

7.1.1 L'offrant offre d'exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe « A ».

7.2 Exigences relatives à la sécurité

7.2.1 L'offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

7.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.3.1 Conditions générales

2005 (2017-06-21), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

7.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens et services qu'il fournit au gouvernement fédéral dans le cadre de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats effectués par le Canada, y compris ceux payés au moyen d'une carte d'achat du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe intitulée l'annexe D. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

- premier trimestre : du 1 avril au 30 juin
- deuxième trimestre : du 1 juillet au 30 septembre
- troisième trimestre : du 1 octobre au 31 décembre
- quatrième trimestre : du 1 janvier au 31 mars

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les quinze (15) jours civils suivant la fin de la période de référence.

7.4 Durée de l'offre à commandes

7.4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées et les services être rendus du _____ au _____ inclusivement (*sera déterminée lors de l'attribution de l'offre à commandes*)

7.4.2 Points de livraisons

L'adresse sera insérée lors de l'attribution de l'offre à commandes

DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES (DOC)
Services de laboratoires
EN914-181423

7.5 Responsables

7.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : François Rosso
Titre : Agent des approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Téléphone : 819-420-6227
Courriel : francois.rosso@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

7.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est : (à insérer lors de l'attribution de l'offre à commandes)

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - ____
Télécopieur : ____ - ____ - ____
Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

7.5.3 Représentant de l'offrant

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - ____
Télécopieur : ____ - ____ - ____
Courriel : _____

7.6 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.7 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : _____.
(À insérer lors de l'attribution de l'offre à commandes)

7.8 Procédures pour les commandes

Pour l'émission de multiples offres à commandes la méthode de classement du droit de premier refus sera utilisée.

Le chargé de projet établira la portée des services à fournir au moment de chaque commande subséquente, selon les taux préétablis dans la Base de paiement.

- 1) L'offrant classé au premier rang sera considéré en premier.
- 2) Si l'offrant est jugé incapable d'assurer les services proposés en raison des délais précisés, la deuxième offre à commandes la mieux cotée sera prise en considération.
- 3) Si la deuxième offre est jugé incapable d'assurer les services proposés en raison des délais précisés, la troisième offre à commandes la mieux cotée sera prise en considération.

Pour l'émission d'une (1) offre à commandes

Le chargé de projet établira la portée des services à fournir dans le cadre de chaque commande subséquente, selon les taux préétablis dans la Base de paiement.

7.9 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateur(s) désigné(s) à l'aide des formulaires dûment remplis ou de leurs équivalents, comme il est indiqué aux paragraphes 2 ou 3 ci-après, ou au moyen de la carte d'achat du Canada (Visa ou MasterCard) pour les besoins de faible valeur.

1. Les commandes subséquentes doivent provenir de représentants autorisés des utilisateurs désignés dans l'offre à commandes. Il doit s'agir de biens ou services ou d'une combinaison de biens et services compris dans l'offre à commandes, conformément aux prix et aux modalités qui y sont précisés.
2. Les formulaires suivants sont disponibles au site Web [Catalogue de formulaires](#) :
 - PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquente à une offre à commandes
 - PWGSC-TPGSC 942-2 Commande subséquente à une offre à commandes (Livraison multiple)

ou

3. Un formulaire équivalent ou un document électronique de commande subséquente qui comprend à tous le moins les renseignements suivants :
 - le numéro de l'offre à commandes;
 - l'énoncé auquel les modalités de l'offre à commandes ont été intégrées;
 - la description et le prix unitaire de chaque article;
 - la valeur totale de la commande subséquente;
 - le point de livraison;
 - la confirmation comme quoi les fonds sont disponibles aux termes de l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;
 - la confirmation comme quoi l'utilisateur a été désigné dans le cadre de l'offre à commandes et qu'il détient l'autorisation d'établir un contrat.

DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES (DOC)
Services de laboratoires
EN914-181423

7.10 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 25.000.00 \$ (taxes applicables incluses).

7.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2017-06-21), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) Les conditions générales 2035 (2018-06-21), Conditions générales - besoins plus complexes de services;
- e) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- f) l'Annexe « B », Base de paiement;
- g) l'Annexe « C » Accord de non divulgation
- h) l'Annexe « D » Rapport d'utilisation trimestre
- i) l'Annexe « E » Exigences en matière d'assurance
- j) Annexe « F » Instruments de paiement électronique
- k) l'offre de l'offrant en date du _____ (*insérer la date de l'offre*)

7.12 Attestations et renseignements supplémentaires

7.12.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

7.13 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur dans la province ou le territoire où les travaux sont exécutés et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES (DOC)
Services de laboratoires
EN914-181423

7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

7.2.1 Conditions générales

2035 (2018-06-21), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

Le texte du paragraphe 4 de l'article 41 - Code de conduite et attestations - contrat, du document 2035 susmentionné est remplacé par ce qui suit :

Pendant toute la durée de l'offre à commandes ainsi que pour toutes commandes subséquentes à l'offre à commandes, l'offrant doit diligemment tenir à jour la liste des noms de tous les individus qui sont administrateurs de l'offrant et envoyer un avis écrit au responsable de l'offre à commandes chaque fois qu'il y a un changement d'administrateur. À la demande du Canada, l'offrant doit également fournir les formulaires de consentement correspondants.

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Période du contrat

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.3.2 Date de livraison

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.4 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.5 Paiement

7.5.1 Base de paiement

L'entrepreneur sera payé un prix ferme tel que spécifié à l'annexe B, offre financière, pour les travaux exécutés conformément au contrat. Les taxes applicables sont en sus.

7.5.2 Mode de paiement

- (a) paiement par le Canada pour le travail se fera après la livraison, inspection et acceptation des travaux et sur présentation des factures et tous autres documents à l'appui que le Canada exige.
- (b) les factures doivent être soumises conformément aux instructions contenues dans l'article intitulé « Instructions de facturation »

7.5.3 Clauses du guide des CCUA

A9117C (2007-11-30) T1204 - demande directe du ministère client

7.5.4 Paiement électronique de factures – commande subséquente

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

7.6 Instructions pour la facturation

L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément à l'article 12 intitulé "Présentation des factures" des conditions générales 2035. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Les factures doivent être distribuées comme suit :

L'original et une (1) copie doivent être envoyés à l'adresse qui figure à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

7.7 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe E. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

7.8 Réunion avant le début des travaux

L'entrepreneur doit participer à cette réunion avant de commencer les travaux; on dressera le procès-verbal de cette réunion. Le représentant ministériel fixera l'heure et le lieu de cette réunion.

L'entrepreneur doit fournir, au représentant ministériel, une copie de sa politique en matière de sécurité conformément aux exigences du règlement provincial applicable dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail.

Services de laboratoire EP914-181423

Annexe A – Énoncé des travaux

1. Introduction

L'Unité de Santé et sécurité liée aux immeubles (USSLI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) sollicite une offre à commandes individuelle et régionale pour la prestation de services de laboratoire.

2. Contexte

L'Unité de garde en santé et sécurité de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada est tenue de s'assurer qu'elle offre le meilleur rapport qualité-prix pour les Canadiens, tout en fournissant efficacement des services pour soutenir la santé et la sécurité des occupants fédéraux des espaces occupés par le gouvernement ou sur les terrains appartenant au gouvernement ou gérés par le gouvernement dans le secteur de la capitale nationale (SCN).

3. Objectif :

Cette exigence vise à recruter un laboratoire susceptible de fournir plusieurs types d'analyses d'échantillons à l'appui des programmes d'échantillonnage de l'eau potable, de la *Legionella*, de la qualité de l'air intérieur et des substances désignées ou dangereuses de l'USSLI.

4. Portée

La portée des travaux consiste à fournir des analyses concernant une grande variété d'analytes provenant de divers supports d'échantillonnage énumérés dans le Tableau du coût des services – Annexe B.

4.1 Exigences analytiques

4.1.1 *Microorganismes*

L'examen microscopique des isolats récupérés dans les échantillons de bandelettes de gélose RCS ainsi que l'identification du genre et de l'espèce des agents microbiens sont nécessaires. Les unités de déclaration sont exprimées en unités de formation de colonies (UFC) par mètre cube et en UFC pour les espèces par bande.

Pour les échantillonneurs de surfaces collantes comme Zefon Air-O-Cell, les échantillons de bande, Allergenco et Buckhard microscopique, l'examen/identification au genre est requis après l'examen microscopique à un grossissement de x1 000 et l'examen d'au moins 30 % des lames à l'agrandissement. Les unités de déclaration doivent être le nombre total par mètre cube pour chacun des genres identifiés et le nombre de lames par genre (à l'exception des échantillons de bandes qui sont semi-quantitatifs). Toute information facilitant l'interprétation des résultats est une valeur ajoutée au rapport.

4.1.2 *Amiante*

Les méthodes d'essai devraient permettre de détecter l'amiante dans les échantillons friables et non friables, ainsi que l'identification du type d'amiante (amosite, crocidolite, chrysotile, actinolite, anthophyllite et trémolite). Une ventilation des matériaux et du pourcentage du contenu de chaque échantillon est également requise, y compris les matériaux sans amiante comme les matériaux non fibreux, la cellulose, la laine de roche, la laine de verre, la fibre de verre ou autres.

On s'attend à ce que les méthodes d'essai détectent également l'amiante dans les échantillons d'air prélevés pendant les travaux de réduction ou lorsqu'on soupçonne que les occupants du bâtiment sont exposés à des fibres d'amiante en suspension dans l'air.

Aux fins de l'offre à commandes (OC), pour les échantillons en vrac prélevés en Ontario, tout matériau de construction contenant plus de 0,5 % d'amiante est reconnu comme étant un matériau contenant de l'amiante (MCA); par conséquent, les laboratoires doivent être en mesure d'indiquer la teneur en amiante présente à 0,5 % et plus de ces échantillons. La méthode et les procédures pour déterminer si une matière est un MCA et pour déterminer sa teneur en amiante et le type d'amiante doivent être conformes à la norme suivante :

- Environmental Protection Agency des États-Unis Méthode d'essai EPA/600/R-93/116
- Microscopie électronique à transmission – méthode 7402 du NIOSH

Aux fins de l'offre à commandes (OC), pour les échantillons en vrac prélevés en Québec, tout matériau de construction contenant plus de 0,1 % d'amiante est reconnu comme étant un matériau contenant de l'amiante; par conséquent, les laboratoires doivent être en mesure d'indiquer la teneur en amiante présente à 0,1 % et plus de ces échantillons. De plus, comme il est indiqué par le ou les représentants autorisés, ces échantillons doivent être analysés selon la méthode 244.2 de l'IRSST (Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail).

L'analyse des échantillons d'air sera aussi parfois nécessaire conformément à la microscopie à contraste de phase (PCM) – méthode 7400 du NIOSH et à la microscopie électronique à transmission (MET) - méthode 7402 du NIOSH.

4.1.3 *Plomb*

Des méthodes d'essai sont nécessaires pour déterminer la présence ou l'absence de plomb dans la peinture et d'autres matrices en plus de la quantité (les unités doivent être des parties par million [ppm] ou des unités directement convertibles en ppm).

4.1.4 *Échantillons de BPC*

L'analyse des échantillons d'huile et de sol pour les biphényles polychlorés (BPC) peut être demandée et les unités d'analyse doivent être en ppm ou directement convertibles en ppm.

4.1.5 *Déchets de lixiviats toxiques*

Services de laboratoire EP914-181423

Annexe A – Énoncé des travaux

On s'attend à ce que les déchets produisant le lixiviat qui contient certains des contaminants figurant à l'annexe 4 du *Règlement de l'Ontario 347* (tel que modifié), Gestion générale des déchets en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement* de l'Ontario, à une concentration égale ou supérieure à la concentration précisée pour ce contaminant dans l'annexe 4 seront mis à l'essai selon la méthode 1311, Toxicity Characteristic Leaching Procedure (TCLP), méthode qui figure dans la publication SW-846 de l'Environmental Protection Agency des États-Unis intitulée « Test Methods for Evaluating Solid Waste, Physical/Chemical Methods », telle que modifiée de temps à autre. Les paramètres pour lesquels l'analyse des lixiviats sera exigée comprennent le plomb, le mercure, le chrome et l'arsenic dans la peinture et d'autres matrices (les unités doivent être exprimées en mg/litre).

4.1.6 Eau potable

On s'attend à ce que des prélèvements d'échantillons d'eau potable soient effectués assez régulièrement. Les échantillons analysés seront évalués en fonction des normes de qualité de l'eau potable du ministère de l'Environnement de l'Ontario (MEO), du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) du Québec ou des Recommandations pour la qualité de l'eau potable au Canada (RQEPC) de Santé Canada. Les échantillons nécessiteront le plus souvent une analyse pour les paramètres suivants : *Escherichia coli* (*E. coli*), coliformes totaux, plomb, antimoine, cadmium, autres métaux de l'eau potable (p. ex. aluminium, cuivre, fer, zinc) et chimie générale (p. ex. sulfate, dureté, alcalinité). Une analyse des pesticides sera également nécessaire à l'occasion. De plus, l'analyse des autres paramètres indiqués à l'annexe B – Barème des coûts des services peut être demandée dans le cadre du présent contrat, au besoin.

4.1.7 Eaux souterraines et de surface

L'analyse d'échantillons d'eau souterraine et d'eau de surface relativement aux paramètres figurant à l'annexe B – Tableau des coûts des services peut être exigée à l'occasion. On peut obtenir des renseignements plus détaillés sur les exigences de SPAC en examinant les lignes directrices publiées, entre autres, par le Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME), le ministère de l'Environnement de l'Ontario (MEO) et le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) du Québec. L'analyse des échantillons selon les exigences en matière d'eaux usées municipales peut également être demandée.

4.1.8 Bactérie *Legionella*

On s'attend à ce que des prélèvements d'échantillons d'eau potable soient effectués assez régulièrement. Les échantillons analysés seront évalués par rapport à la norme SPAC : Ingénierie mécanique 15161 – 2013 Lutte contre la *Legionella* dans les systèmes mécaniques. Les échantillons nécessiteront le plus souvent une analyse concernant les paramètres suivants : Culture de bactéries de la *Legionella* (*Legionella pneumophila* totale, y compris tous les sérogroupes (LP_{TOT})) conformément à la norme ISO 11731 : 2017 – Qualité de l'eau – Dénombrement de la *Legionella*, réaction de polymérisation en chaîne quantitative et *Legionella pneumophila* – Réaction quantitative en chaîne par polymérase (qPCR) conformément à la norme ISO/TS 12869 : 2012 – Qualité de l'eau – Détection et quantification de *Legionella spp.* ou *Legionella pneumophila* par concentration et amplification génique par réaction quantitative en chaîne par polymérase (qPCR).

Services de laboratoire EP914-181423

Annexe A – Énoncé des travaux

4.1.9 Essais spéciaux

S'il y a une demande d'analyse spéciale (c.-à-d. d'un paramètre qui ne figure pas à l'annexe B), SPAC peut demander à l'entrepreneur de lui offrir un tarif juste et raisonnable pour les essais. Il ne s'agit pas d'une promesse de travail supplémentaire.

4.1.10 Normes acceptables

Toutes les procédures analytiques effectuées par le laboratoire doivent être conformes aux exigences pertinentes en matière d'assurance de la qualité et de contrôle de la qualité (AQ/CQ) et être conformes à tous les codes d'application fédéraux, provinciaux ou municipaux, à condition qu'en cas de conflit ou de divergence, l'exigence la plus stricte s'applique. Le temps écoulé entre le prélèvement et l'analyse doit être conforme aux normes en vigueur afin de maintenir l'intégrité des échantillons. Les échantillons soumis à une dégradation ou à un changement rapide pour un contaminant préoccupant donné doivent être traités en priorité. Les échantillons devraient être conservés en vue d'une réanalyse éventuelle pendant trois (3) semaines ou le temps de conservation de l'échantillon, selon la période la moins longue.

Les laboratoires sont responsables de la manipulation, de l'utilisation et de l'élimination adéquates des échantillons (toxiques et non toxiques), comme il est stipulé par la province où se trouve le laboratoire et conformément aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en matière d'environnement et de sécurité. La mise en œuvre d'un plan de saine gestion des déchets par le promoteur est nécessaire pour l'élimination de tous les déchets (c.-à-d. les composés toxiques et non toxiques) générés à la suite des services fournis pour le présent besoin.

Tout nouvel essai requis à la suite de dommages causés par l'entrepreneur ou d'adultération des échantillons pendant la livraison, la manutention et l'entreposage sera à la charge de l'entrepreneur.

Tout problème concernant les échantillons, comme des récipients d'échantillons brisés ou qui fuient, une taille d'échantillon insuffisante ou une documentation d'échantillon incorrecte ou peu claire, doit être porté à l'attention du responsable technique ou du représentant autorisé dès que possible après la soumission de l'échantillon. Les coûts de tout rééchantillonnage requis en raison de dommages causés par l'entrepreneur ou d'adultération des échantillons au cours du ramassage, de la livraison, de la manutention et de l'entreposage seront à la charge de l'entrepreneur.

5. Exigences relatives aux tâches

- i. Les analyses de l'entrepreneur doivent être effectuées dans les délais d'exécution précisés à *6.1 Délais d'exécution des résultats*.
- ii. Les laboratoires sont responsables de la manipulation, de l'utilisation et de l'élimination adéquates des échantillons (toxiques et non toxiques), comme il est stipulé par la province où se trouve le laboratoire et conformément aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur en matière d'environnement et de sécurité.
- iii. Il incombe à l'entrepreneur de mettre en œuvre un bon plan de gestion des déchets pour l'élimination de tous les échantillons.
- iv. L'entrepreneur doit fournir des glacières, des blocs réfrigérants, des bouteilles, des manifestes d'expédition et des supports d'échantillonnage et être en mesure de livrer le ou

Services de laboratoire EP914-181423

Annexe A – Énoncé des travaux

les articles demandés au bureau du responsable technique dans un délai de 7,5 heures ou plus tôt, pendant les heures d'ouverture (du lundi au vendredi, de 7 h à 17 h).

- v. Si le responsable technique ou le représentant autorisé a besoin, à l'occasion, de glacières, de blocs réfrigérants, de bouteilles, de manifestes d'expédition et de supports d'échantillonnage dans les trois heures suivant la demande de ces articles à l'entrepreneur pendant les heures d'ouverture, ces articles doivent être prêts à être ramassés au sein du SCN.
- vi. L'entrepreneur doit être en mesure de prélever des échantillons au bureau du responsable technique dans le délai d'exécution plus court de la date limite d'expiration de l'échantillon ou de 7,5 heures, pendant les heures d'ouverture.
- vii. L'entrepreneur doit fournir une personne-ressource du client qui sera affectée à l' USSLI pour toutes les questions relatives à la gestion quotidienne des travaux exécutés dans le cadre de la COC (échantillonnage, résultats, facturation, passation de marchés, liaison avec les sous-traitants, etc.). La personne-ressource doit être disponible pour fournir un temps de réponse d'une (1) heure au cours des heures suivantes : de 8 h à 17 h, heure normale de l'Est.
- viii. L'entrepreneur doit fournir une personne-ressource (c.-à-d. un membre de l'équipe de gestion technique, un gestionnaire de la qualité, comme il est défini par la CALA, un gestionnaire de laboratoire ou un directeur) pour répondre aux questions sur les résultats des analyses.
- ix. L'entrepreneur doit être en mesure de prendre des mesures d'adaptation lorsque TPSGC doit aller chercher des supports d'échantillonnage ou des fournitures au laboratoire avant ou après les heures d'ouverture.
- x. L'entrepreneur doit être en mesure de prendre des mesures d'adaptation lorsque TPSGC doit aller déposer des supports d'échantillonnage ou des fournitures au laboratoire avant ou après les heures d'ouverture.
- xi. L'entrepreneur doit être en mesure de fournir les résultats d'analyse en anglais et, sur demande, en français.
- xii. L'entrepreneur doit être en mesure de fournir les résultats d'analyse sous forme électronique (PDF). Pour l'eau potable et la *Legionella*, les résultats doivent être disponibles en format Excel (.xls) et en format PDF.

6. Produits livrables

6.1 Délais d'exécution des résultats

Les résultats analytiques doivent être fournis dans les délais indiqués ci-dessous et à l'annexe B. Le délai d'exécution est le temps écoulé depuis la date réputée de livraison, tel que déterminé ci-dessous, et la réception des résultats par le responsable technique de TPSGC ou son ou ses représentants autorisés. Le délai d'exécution s'applique à toutes les analyses réalisées, c'est-à-dire celles qui sont effectuées à l'interne et celles qui sont effectuées à l'aide des services d'un sous-traitant.

La date réputée de livraison au laboratoire est la première des dates suivantes :

- la réception de l'échantillon par le laboratoire où TPSGC a personnellement déposé les échantillons;

Services de laboratoire EP914-181423

Annexe A – Énoncé des travaux

- une heure après le ramassage par service de messagerie aux bureaux de TPSGC à Ottawa et à Gatineau. L'entrepreneur est responsable des coûts du service de messagerie.

Ces délais d'exécution doivent être strictement respectés comme étant les délais d'exécution maximaux. Si une analyse précise peut être effectuée en moins de temps qu'indiqué ci-dessous, ce sera acceptable :

Paramètres	Délai d'exécution courant	Délai d'exécution semi-urgent*	Délai d'exécution urgent
Eau potable (p. ex. <i>E. coli</i> , coliformes totaux, métaux de lixiviation de l'eau CMA, métaux d'eau potable et paramètres chimiques généraux et trousse, tels que définis à l'annexe B).	De 3 à 5 jours ouvrables	48 heures	24 heures
Substances dangereuses (p. ex. amiante, plomb et BPC)	De 3 à 5 jours ouvrables	48 heures	24 heures
Les bactéries de culture de la <i>Legionella</i> (<i>Legionella pneumophila</i> totale incluant tous les sérogroupes, LPTOT) :	10 à 15 jours civils	Sans objet	Sans objet
Réaction en chaîne de la polymérase quantitative de <i>Legionella pneumophila</i> (qPCR) :	24 à 48 heures	Sans objet	Sans objet
Qualité de l'air intérieur – Qualité de l'air microbienne (bandes de gélose)	21 jours civils	Sans objet	Sans objet
Qualité de l'air intérieur – Toutes les analyses d'échantillons microbiens collants, sauf dans un cas où le protocole d'analyse exige plus de temps.	Dans les trois jours ouvrables	Le jour ouvrable suivant	Sans objet

Services de laboratoire EP914-181423

Annexe A – Énoncé des travaux

La confirmation de la disponibilité pour respecter le délai d'exécution demandé doit être fournie avec chaque dossier de la chaîne de possession. Au moment de la réception du dossier de la chaîne de possession et de la commande subséquente, l'entrepreneur doit aviser le responsable technique s'il n'est pas en mesure de respecter les délais d'exécution demandés.

Les échantillons soumis à une dégradation ou à un changement rapide pour un contaminant préoccupant donné doivent être traités en priorité. Les échantillons doivent être conservés en vue d'une réanalyse éventuelle pendant trois semaines ou le temps de conservation de l'échantillon, selon la période la moins longue.

À la fin des analyses, une copie du dossier de la chaîne de possession ainsi que le rapport d'analyse, en format Adobe PDF (pour tous les paramètres de la qualité de l'air intérieur, des substances dangereuses et de l'eau potable et de la *Legionella*) et Excel (dans le cas de l'eau potable et des paramètres de la *Legionella* seulement), doivent être envoyés par voie électronique, contenant tous les renseignements pertinents qui sont précisés par les utilisateurs désignés dans le dossier de la chaîne de possession. Aucun coût associé aux travaux ne sera rattaché. La « livraison » est réputée avoir eu lieu une fois que le rapport d'analyse a été reçu et accepté par la personne-ressource de TPSGC pour le projet pertinent.

Le défaut de fournir les produits livrables dans les délais d'exécution précisés dans l'EDT (annexe A) et dans l'annexe B peut entraîner l'annulation de l'OC.

6.2 Documents

L'entrepreneur doit fournir les documents dans les formats demandés ci-dessous.

Les renseignements suivants doivent être inclus dans le **dossier de la chaîne de possession** utilisé par l'entreprise :

- Nom du responsable de la commande subséquente ou de l'utilisateur désigné
- Numéro de suivi de TPSGC, s'il y a lieu
- Date et heure auxquelles les échantillons ont été prélevés et soumis, si elles sont différentes
- Nom de l'échantillonneur (p. ex. personne autorisée par TPSGC)
- Noms des autres personnes qui avaient la garde des échantillons et dates (c.-à-d. service de messagerie)
- Délai d'exécution courant, semi-urgent ou urgent
- Numéro ou description du projet de TPSGC (nom ou site du projet)
- Identification des échantillons de TPSGC (p. ex. 1A, 1B, 2A, 2B)
- Type d'analyse (amiante, BPC, microbes)
- Matrice d'échantillonnage (RCS, CPA)
- Points d'échantillonnage
- Nombre d'échantillons

Les renseignements suivants doivent figurer dans le **rapport d'analyse** :

- Numéro de l'offre à commandes
- Numéro de la demande de commande subséquente de TPSGC

Services de laboratoire EP914-181423

Annexe A – Énoncé des travaux

- Numéro de suivi de TPSGC, s'il y a lieu
- Nom du responsable de la commande subséquente ou de l'utilisateur désigné
- Date et heure auxquelles les échantillons ont été prélevés et soumis, si elles sont différentes
- Nom de l'échantillonneur
- Numéro ou description du projet de TPSGC (nom ou site du projet)
- Identification des échantillons de TPSGC (p. ex. 1A, 1B, 2A, 2B)
- Type d'analyse (amiante, BPC, microbes)
- Matrice d'échantillonnage (RCS, CPA)
- Points d'échantillonnage
- Unité de mesure adéquate
- Identification de la procédure
- Limite de détection/déclaration
- Nom du technologue de laboratoire qui a effectué l'analyse
- Numéro d'accréditation de la CALA, du NVLAP ou de l'IRSST, etc. et la date de la certification
- Certification (nom de la personne qui certifie les résultats)
- Numéro d'identification du laboratoire

Sauf indication contraire, il faut fournir les rapports en anglais en utilisant les unités de mesure précisées par TPSGC (p. ex. mg/L pour l'eau potable). Des rapports en français ou bilingues peuvent être demandés de façon ponctuelle.

Les éléments d'information suivants doivent figurer sur les **factures** :

- Numéro de la commande subséquente
- Date de soumission
- Nom du responsable technique ou de la personne autorisée par TPSGC
- Numéro ou description du projet de TPSGC (nom ou site du projet)
- Type d'analyse (c.-à-d. amiante, BPC, microbes)
- Matrice d'échantillons
- Nombre d'échantillons
- Coût par échantillon
- Délai d'exécution courant, semi-urgent ou urgent
- Montant de la facture avant et après la TPS-TVH
- Tout autre renseignement pertinent

Chaque facture ne doit représenter qu'une seule commande subséquente et doit être adressée au sous-responsable concerné.

La facture doit être envoyée dans les deux (2) semaines suivant la délivrance du certificat de laboratoire. Entre le 1^{er} février et le 31 mars, les factures doivent être envoyées dans un délai d'une (1) semaine suivant la délivrance du certificat de laboratoire. L'entrepreneur doit présenter une facture pour les services rendus, accompagnée de l'original du rapport d'analyse du laboratoire et d'une copie de la chaîne de possession soumise avec les échantillons. Les coûts doivent être facturés par numéro de

Services de laboratoire EP914-181423

Annexe A – Énoncé des travaux

projet. L'utilisateur autorisé doit indiquer à l'entrepreneur, au moment de soumettre les échantillons et la chaîne de possession, si le projet est définitif ou s'il y aura d'autres échantillons à suivre.

Une seule copie électronique de la facture doit être soumise à l'utilisateur autorisé.

ANNEXE B : BARÈME DES COÛTS DES SERVICES – INTRODUCTION

Si, en raison de la nature d'une procédure de laboratoire, les délais d'exécution demandés ne peuvent être atteints, indiquez les délais d'exécution réalisables dans votre proposition.

REMARQUE :

- Le prix calculé dans la colonne E est utilisé à des fins d'évaluation seulement et il est déterminé en multipliant le prix unitaire pour l'analyse des échantillons par l'utilisation estimative. Les taux d'utilisation estimatifs indiqués dans la colonne D et les taux de fréquence indiqués dans les colonnes A, B et C ne sont que des estimations et sont utilisés à des fins d'évaluation.
- Plus précisément, le prix sera calculé comme suit : $(0,60 \times \text{colonne D} \times \text{colonne A}) + (0,25 \times \text{colonne D} \times \text{colonne B}) + (0,15 \times \text{colonne D} \times \text{colonne C})$
- Toutefois, si l'analyse des échantillons pour un article n'est pas disponible avec le service d'urgence, le prix sera calculé comme suit : $(0,70 \times \text{colonne D} \times \text{colonne A}) + (0,30 \times \text{colonne D} \times \text{colonne B})$
- De plus, si l'analyse des échantillons d'un article n'est pas disponible avec un service d'urgence ou de semi-urgence, le prix calculé sera calculé comme suit : $(1.0 \times \text{colonne D} \times \text{colonne A})$

ANNEXE B : BARÈME DES COÛTS DES SERVICES – ESTIMATIONS DE L'ANNÉE 1

Tous les coûts doivent être inclus dans les prix par échantillon fourni; p. ex., le coût/l'utilisation des glacières, des blocs réfrigérants, des bouteilles, des manifestes d'expédition et des supports d'échantillonnage, ainsi que tous les frais d'élimination et les frais de courrier.

	Délai d'exécution régulier* Prix par échantillon (fréquence de 60 %)	Délai d'exécution semi-urgent* Prix par échantillon (fréquence de 25 %)	Délai d'exécution urgent* Prix par échantillon (fréquence de 15 %)	Utilisation estimative (12 mois)	Prix calculé prix unitaire x utilisation estimative (0,60*D*A)+(0,25*D*B)+ (0,15*D*C)
Type d'échantillon	A	B	C	D	E
EAU					
Fractions 1 à 4 des hydrocarbures pétroliers du standard pancanadien du CCME - Méthode du CCME	\$	\$	\$	1	\$
Hydrocarbures pétroliers C ₁₀ à C ₅₀ – MDDEP, Québec	\$	\$	\$	1	\$
BTEX	\$	\$	\$	1	\$
HAP	\$	\$	\$	1	\$
Huile et graisse	\$	\$	\$	1	\$
Glycol (diéthylène et propylène)	\$	\$	\$	2	\$
Métaux lourds (Al, Ni, Cd, Cr, Cu, Pb, Fe, Zn, Hg, Hg, As)	\$	\$	\$	2	\$
Métaux (Al, Sb, As, Ba, Be, B, Cd, Cr total, Co, Cu, Fe, Pb, Hg, Mg, Mn, Mo, Ni, Se, Ag, Tl, V, Zn)	\$	\$	\$	6	\$
Trousse de métaux de l'eau potable (Al, As, Ba, B, Cd, Cr, Cu, Fe, Pb, Hg, Mg, Mn, Sb, Se, Na, U, Zn)	\$	\$	\$	24	\$
Lixiviation des métaux de l'eau en deçà de la CMA (Cd, Pb, Sb)	\$	\$	\$	36	\$
Lixiviation des métaux de l'eau (Cd, Cu, Pb, Sb, Zn)	\$	\$	\$	6	\$
Une analyse des métaux individuels de la trousse de métaux de l'eau potable (p. ex., Fe, Al, etc.).	\$	\$	\$	24	\$
Métaux de faible teneur (Al, Fe, As, Ba, Be, B, Cd, Cr, total, Co, Cu, Fe, Pb, Hg, Mg, Mn, Mo, Ni, Se, Ag, Tl, V, Zn) – limite de détection conformément aux Lignes directrices pour la protection de la vie aquatique du CCME.	\$	\$	\$	1	\$
Oxygène dissous – titrage Winkler	\$	\$	\$	1	\$
Oxygène dissous – mesureur NE	\$	\$	\$	1	\$
Demande biologique en oxygène (DBO ₅)	\$	s.o.	s.o.	2	\$
Demande biochimique en oxygène carboné (CBOD ₅)	\$	s.o.	s.o.	2	\$
Coliformes totaux	\$	\$	\$	36	\$
Coliformes fécaux	\$	\$	\$	2	\$
E. coli	\$	\$	\$	36	\$
Numération sur plaque des bactéries hétérotrophes	\$	\$	\$	2	\$
Phosphore total	\$	\$	\$	4	\$
Phosphore total dissous (PTD)	\$	\$	\$	2	\$
Total de phosphore réactif soluble (PRS)	\$	\$	\$	2	\$
Chimie générale : alcalinité sous forme de CaCO₃, conductivité, pH, dureté sous forme de CaCO₃, total des solides dissous (TDS), total des solides en suspension (TSS), ammoniac, nitrate, nitrite, chlorure, fluorure, sulfate, turbidité.	\$	\$	\$	36	\$
Annexe 24 Paramètres organiques de la Loi sur la salubrité de l'eau potable de l'Ontario (Règlement de l'Ontario 170/03, tel que modifié)**.	\$	s.o.	s.o.	2	\$
Dureté (CaCO ₃)	\$	\$	\$	24	\$
Chlorures	\$	\$	\$	2	\$
Chloramines	\$	\$	\$	2	\$
Cyanure (total)	\$	\$	\$	2	\$
Cyanure (libre)	\$	\$	\$	2	\$
Chlore (libre)	\$	\$	\$	6	\$
Chlore (total)	\$	\$	\$	6	\$
Fluorure	\$	\$	\$	2	\$
Balance ionique	\$	\$	\$	2	\$
Composés phénoliques	\$	\$	\$	2	\$
Sulfures	\$	\$	\$	2	\$
Sulfates	\$	\$	\$	2	\$
Total des solides en suspension (TSS)	\$	\$	\$	2	\$
Alcalinité à l'état de CaCO ₃	\$	\$	\$	36	\$
pH	\$	\$	\$	36	\$
Naphtalène	\$	\$	\$	2	\$
Azote	\$	\$	\$	2	\$
Nitrates	\$	\$	\$	2	\$

Nitrites	\$	\$	\$	2	\$
Ammoniac total (NH ₃ + NH ₄ ⁺)	\$	\$	\$	1	\$
Azote total Kjeldahl (ATK)	\$	\$	\$	1	\$
Sulfure d'hydrogène (H ₂ S)	\$	\$	\$	1	\$
Magnésium	\$	\$	\$	2	\$
Carbone organique dissous	\$	\$	\$	1	\$
Carbone organique total (COT)	\$	\$	\$	1	\$
Conductivité spécifique	\$	\$	\$	2	\$
Turbidité	\$	\$	\$	36	\$
Bactéries de culture de la <i>Legionella</i> (<i>Legionella pneumophila</i> totale incluant tous les sérogroupes, LP_{TOT})	\$	s.o.	s.o.	36	\$
Réaction en chaîne de la polymérase quantitative de <i>Legionella pneumophila</i> (qPCR)	\$	s.o.	s.o.	36	\$
Trousse d'échantillonnage de l'eau de surface : Huiles et graisses – total; demande biologique en oxygène (DBO); total des solides en suspension (TSS); azote Kjeldahl total (TKN), phosphore (total); coliformes totaux; E. coli; chlorure; phénols; alcalinité; ammoniac (total); pH; carbone organique total (COT); métaux (Al, Sb, As, Ba, Be, B, Cd, Cr, CO, Cu, Fe, Pb, Hg, Mn, Mo, Ni, Se, Ag, Ti, V, Zn).	\$	\$	\$	1	\$
Trousse de surveillance des eaux souterraines : Chlorure de vinyle (LDM : 1,0 ppb); éther (LDM : 0,7 ppb); 1,1 dichloroéthane (LDM : 0,5 ppb); tétrahydrofurane (LDM : 0,7 ppb); benzène (LDM : 0,7 ppb); 1,4 dioxane (LDM : 15 ppb); toluène (LDM : 0,7 ppb); chlorobenzène (LDM : 0,7 ppb); m,p-Xylène (LDM : 0,7 ppb); o-xylène (LDM : 0,7 ppb); trichlorofluorométhane (LDM : 0,5 ppb); 1,1,2 Trichlorotrifluoroéthane (LDM : 0,5 ppb); 1,1 dichloroéthène (LDM : 0,5 ppb); EC 1, 2 dichloroéthène (LDM : 0,5 ppb); chloroforme (LDM : 0,5 ppb); 1,1,1 trichloroéthane (LDM : 0,5 ppb); 1, 2 Dichloroéthane (LDM : 0,5 ppb); trichloroéthène (LDM : 0,5 ppb); 1,1,2 trichloroéthane (LDM : 0,5 ppb); tétrachloroéthène (LDM : 0,5 ppb).	\$	s.o.	s.o.	4	\$
MATIÈRES DANGEREUSES					
Amiante (l'attestation doit être NVLAP ou IRSST)					
Analyse par microscopie à lumière polarisée (MLP) – Méthode EPA 600/R-93/116 (MDL=0,5 %)	\$	\$	\$	400	\$
IRSST – Méthode 244,2 C.R. (MDL = 0,1 %)	\$	\$	\$	40	\$
Analyse par microscopie électronique à transmission (MEB) – méthode 7402 du NIOSH (échantillons en vrac)	\$	s.o.	s.o.	10	\$
Microscopie à contraste de phase (MCP) – méthode 7400 du NIOSH (échantillons d'air)	\$	\$	\$	80	\$
Analyse par microscopie électronique à transmission (MEB) – méthode 7402 du NIOSH (échantillons d'air)	\$	s.o.	s.o.	80	\$
Plomb et inorganique					
Plomb ICP-MS	\$	\$	\$	140	\$
Plomb – EPA 1311 – TCLP	\$	s.o.	s.o.	10	\$
Inorganique – EPA 1311 – TCLP	\$	s.o.	s.o.	10	\$
BPC					
Sol	\$	\$	\$	2	\$
Écouvillon	\$	\$	\$	2	\$
Huile	\$	\$	\$	2	\$
MICRO-ORGANISMES EN SUSPENSION DANS L'AIR					

Échantillonneur à surface collante – (cartouche Air-O-Cell***, échantillons de bande, Allergenco, Buckhard microscopique) – l'examen/identification au genre est requis(e) après l'examen microscopique à un grossissement de x1 000 et l'examen d'au moins 30 % des lames à ce degré de grossissement. Les unités déclarantes doivent être des comptages totaux par mètre cube pour chacun des genres identifiés et des comptages sur lame par genre (les résultats des échantillons de bande peuvent être semi-quantitatifs).	\$	s.o.	\$	200	\$
SCR (Agar) – l'identification au niveau du genre et de l'espèce des agents microbiens est nécessaire. Les unités déclarantes sont exprimées en unités de formation de colonies par mètre cube et en UFC pour les espèces par bande.	\$	s.o.	s.o.	200	\$
RADON					
Analyse de suivi à long terme de la trousse de dépistage du radon AT100 Alpha Accustar	\$	s.o.	s.o.	5	\$
PRIX TOTAL DE LA SOUMISSION (ajout de prix calculés dans la colonne E) :					\$

LDM : limite de détection de la méthode

ppb : parties par milliard (microgrammes par litre)

* Pour obtenir des détails sur les délais d'exécution, se reporter à la section 6.1 de l'annexe A.

** Voir l'onglet intitulé « Tableau de référence ».

*** Utilisation principale

IMPORTANT : Les paramètres indiqués en **gras** et en **bleu** sont jugés « critiques ».

Veuillez indiquer tous les contrats de sous-traitance (surtout, ceux de ces paramètres précisés) dans la partie de la proposition de la soumission.

ANNEXE B : BARÈME DES COÛTS DES SERVICES – ESTIMATIONS DE L'ANNÉE 2

Tous les coûts doivent être inclus dans les prix par échantillon fourni; p. ex., le coût/l'utilisation des glacières, des blocs réfrigérants, des bouteilles, des manifestes d'expédition et des supports d'échantillonnage, ainsi que tous les frais d'élimination et les frais de courrier.

	Délai d'exécution régulier* Prix par échantillon (fréquence de 60 %)	Délai d'exécution semi-urgent* Prix par échantillon (fréquence de 25 %)	Délai d'exécution urgent* Prix par échantillon (fréquence de 15 %)	Utilisation estimative (12 mois)	Prix calculé prix unitaire x utilisation estimative (0,60*D*A)+(0,25*D*B)+ (0,15*D*C)
Type d'échantillon	A	B	C	D	E
EAU					
Fractions 1 à 4 des hydrocarbures pétroliers du standard pancanadien du CCME - Méthode du CCME	\$	\$	\$	1	\$
Hydrocarbures pétroliers C ₁₀ à C ₅₀ – MDDEP, Québec	\$	\$	\$	1	\$
BTEX	\$	\$	\$	1	\$
HAP	\$	\$	\$	1	\$
Huile et graisse	\$	\$	\$	1	\$
Glycol (diéthylène et propylène)	\$	\$	\$	2	\$
Métaux lourds (Al, Ni, Cd, Cr, Cu, Pb, Fe, Zn, Hg, As)	\$	\$	\$	2	\$
Métaux (Al, Sb, As, Ba, Be, B, Cd, Cr total, Co, Cu, Fe, Pb, Hg, Mg, Mn, Mo, Ni, Se, Ag, Ti, V, Zn)	\$	\$	\$	6	\$
Trousse de métaux de l'eau potable (Al, As, Ba, B, Cd, Cr, Cu, Fe, Pb, Hg, Mg, Mn, Sb, Se, Na, U, Zn)	\$	\$	\$	24	\$
Lixiviation des métaux de l'eau en deçà de la CMA (Cd, Pb, Sb)	\$	\$	\$	36	\$
Lixiviation des métaux de l'eau (Cd, Cu, Pb, Sb, Zn)	\$	\$	\$	6	\$
Une analyse des métaux individuels de la trousse de métaux de l'eau potable (p. ex., Fe, Al, etc.).	\$	\$	\$	24	\$
Métaux de faible teneur (Al, Fe, As, Ba, Be, B, Cd, Cr, total, Co, Cu, Fe, Pb, Hg, Mg, Mn, Mo, Ni, Se, Ag, Ti, V, Zn) – limite de détection conformément aux Lignes directrices pour la protection de la vie aquatique du CCME.	\$	\$	\$	1	\$
Oxygène dissous – titrage Winkler	\$	\$	\$	1	\$
Oxygène dissous – mesureur NE	\$	\$	\$	1	\$
Demande biologique en oxygène (DBO ₅)	\$	s.o.	s.o.	2	\$
Demande biochimique en oxygène carboné (CBOD ₅)	\$	s.o.	s.o.	2	\$
Coliformes totaux	\$	\$	\$	36	\$
Coliformes fécaux	\$	\$	\$	2	\$
E. coli	\$	\$	\$	36	\$
Numération sur plaque des bactéries hétérotrophes	\$	\$	\$	2	\$
Phosphore total	\$	\$	\$	4	\$
Phosphore total dissous (PTD)	\$	\$	\$	2	\$
Total de phosphore réactif soluble (PRS)	\$	\$	\$	2	\$
Chimie générale : alcalinité sous forme de CaCO₃, conductivité, pH, dureté sous forme de CaCO₃, total des solides dissous (TDS), total des solides en suspension (TSS), ammoniac, nitrate, nitrite, chlorure, fluorure, sulfate, turbidité.	\$	\$	\$	36	\$
Annexe 24 Paramètres organiques de la <i>Loi sur la salubrité de l'eau potable</i> de l'Ontario (Règlement de l'Ontario 170/03, tel que modifié)**.	\$	s.o.	s.o.	2	\$
Dureté (CaCO ₃)	\$	\$	\$	24	\$
Chlorures	\$	\$	\$	2	\$
Chloramines	\$	\$	\$	2	\$
Cyanure (total)	\$	\$	\$	2	\$
Cyanure (libre)	\$	\$	\$	2	\$

Chlore (libre)	\$	\$	\$	6	\$
Chlore (total)	\$	\$	\$	6	\$
Fluorure	\$	\$	\$	2	\$
Balance ionique	\$	\$	\$	2	\$
Composés phénoliques	\$	\$	\$	2	\$
Sulfures	\$	\$	\$	2	\$
Sulfates	\$	\$	\$	2	\$
Total des solides en suspension (TSS)	\$	\$	\$	2	\$
Alcalinité à l'état de CaCO ₃	\$	\$	\$	36	\$
pH	\$	\$	\$	36	\$
Naphtalène	\$	\$	\$	2	\$
Azote	\$	\$	\$	2	\$
Nitrates	\$	\$	\$	2	\$
Nitrites	\$	\$	\$	2	\$
Ammoniac total (NH ₃ + NH ₄ ⁺)	\$	\$	\$	1	\$
Azote total Kjeldahl (ATK)	\$	\$	\$	1	\$
Sulfure d'hydrogène (H ₂ S)	\$	\$	\$	1	\$
Magnésium	\$	\$	\$	2	\$
Carbone organique dissous	\$	\$	\$	1	\$
Carbone organique total (COT)	\$	\$	\$	1	\$
Conductivité spécifique	\$	\$	\$	2	\$
Turbidité	\$	\$	\$	36	\$
Bactéries de culture de la <i>Legionella</i> (<i>Legionella pneumophila</i> totale incluant tous les sérogroupes, LP_{TOT})	\$	s.o.	s.o.	36	\$
Réaction en chaîne de la polymérase quantitative de <i>Legionella pneumophila</i> (qPCR)	\$	s.o.	s.o.	36	\$
Trousse d'échantillonnage de l'eau de surface : Huiles et graisses – total; demande biologique en oxygène (DBO); total des solides en suspension (TSS); azote Kjeldahl total (TKN), phosphore (total); coliformes totaux; E. coli; chlorure; phénols; alcalinité; ammoniac (total); pH; carbone organique total (COT); métaux (Al, Sb, As, Ba, Be, B, Cd, Cr, CO, Cu, Fe, Pb, Hg, Mn, Mo, Ni, Se, Ag, Tl, V, Zn).	\$	\$	\$	1	\$
Trousse de surveillance des eaux souterraines : Chlorure de vinyle (LDM : 1,0 ppb); éther (LDM : 0,7 ppb); 1,1 dichloroéthane (LDM : 0,5 ppb); tétrahydrofurane (LDM : 0,7 ppb), benzène (LDM : 0,7 ppb); 1,4 dioxane (LDM : 15 ppb); toluène (LDM : 0,7 ppb); chlorobenzène (LDM : 0,7 ppb); m,p-Xylène (LDM : 0,7 ppb); o-xylène (LDM : 0,7 ppb); trichlorofluorométhane (LDM : 0,5 ppb); 1,1,2 Trichlorotrifluoroéthane (LDM : 0,5 ppb); 1,1 dichloroéthène (LDM : 0,5 ppb); EC 1, 2 dichloroéthène (LDM : 0,5 ppb); chloroforme (LDM : 0,5 ppb); 1,1,1 trichloroéthane (LDM : 0,5 ppb); 1, 2 Dichloroéthane (LDM : 0,5 ppb); trichloroéthène (LDM : 0,5 ppb); 1,1,2 trichloroéthane (LDM : 0,5 ppb); tétrachloroéthène (LDM : 0,5 ppb).	\$	s.o.	s.o.	4	\$
MATIÈRES DANGEREUSES					
Amiante (l'attestation doit être NVLAP ou IRSST)					
Analyse par microscopie à lumière polarisée (MLP) – Méthode EPA 600/R-93/116 (MDL = 0,5 %)	\$	\$	\$	400	\$
IRSST – Méthode 244,2 C.R. (MDL = 0,1 %)	\$	\$	\$	40	\$
Analyse par microscopie électronique à transmission (MEB) – méthode 7402 du NIOSH (échantillons en vrac)	\$	s.o.	s.o.	10	\$

Microscopie à contraste de phase (MCP) – méthode 7400 du NIOSH (échantillons d'air)	\$	\$	\$	80	\$
Analyse par microscopie électronique à transmission (MEB) – méthode 7402 du NIOSH (échantillons d'air)	\$	s.o.	s.o.	80	\$
Plomb et inorganique					
Plomb ICP-MS	\$	\$	\$	140	\$
Plomb – EPA 1311 – TCLP	\$	s.o.	s.o.	10	\$
Inorganique – EPA 1311 – TCLP	\$	s.o.	s.o.	10	\$
BPC					
Sol	\$	\$	\$	2	\$
Écouvillon	\$	\$	\$	2	\$
Huile	\$	\$	\$	2	\$
MICRO-ORGANISMES EN SUSPENSION DANS L'AIR					
Échantillonneur à surface collante – (cartouche Air-O-Cell***, échantillons de bande, Allergenco, Buckhard microscopique) – l'examen/identification au genre est requis(e) après l'examen microscopique à un grossissement de x1 000 et l'examen d'au moins 30 % des lames à ce degré de grossissement. Les unités déclarantes doivent être des comptages totaux par mètre cube pour chacun des genres identifiés et des comptages sur lame par genre (les résultats des échantillons de bande peuvent être semi-quantitatifs).	\$	\$	s.o.	200	\$
SCR (Agar) – l'identification au niveau du genre et de l'espèce des agents microbiens est nécessaire. Les unités déclarantes sont exprimées en unités de formation de colonies par mètre cube et en UFC pour les espèces par bande.	\$	s.o.	s.o.	200	\$
RADON					
Analyse de suivi à long terme de la trousse de dépistage du radon AT100 Alpha Accustar	\$	s.o.	s.o.	5	\$
PRIX TOTAL DE LA SOUMISSION (ajout de prix calculés dans la colonne E) :					\$

LDM : limite de détection de la méthode

ppb : parties par milliard (microgrammes par litre)

* Pour obtenir des détails sur les délais d'exécution, se reporter à la section 6.1 de l'annexe A.

** Voir l'onglet intitulé « Tableau de référence ».

*** Utilisation principale

IMPORTANT : Les paramètres indiqués en **gras** et en **bleu** sont jugés « critiques ».

Veuillez indiquer tous les contrats de sous-traitance (surtout, ceux de ces paramètres précisés) dans la partie de la proposition de la soumission.

ANNEXE B : BARÈME DES COÛTS DES SERVICES – ESTIMATIONS DE L'ANNÉE 3

Tous les coûts doivent être inclus dans les prix par échantillon fourni; p. ex., le coût/l'utilisation des glacières, des blocs réfrigérants, des bouteilles, des manifestes d'expédition et des supports d'échantillonnage, ainsi que tous les frais d'élimination et les frais de courrier.

	Délai d'exécution régulier* Prix par échantillon (fréquence de 60 %)	Délai d'exécution semi-urgent* Prix par échantillon (fréquence de 25 %)	Délai d'exécution urgent* Prix par échantillon (fréquence de 15 %)	Utilisation estimative (12 mois)	Prix calculé prix unitaire x utilisation estimative (0,60*D*A)+(0,25*D*B)+ (0,15*D*C)
Type d'échantillon	A	B	C	D	E
EAU					
Fractions 1 à 4 des hydrocarbures pétroliers du standard pancanadien du CCME - Méthode du CCME	\$	\$	\$	1	\$
Hydrocarbures pétroliers C ₁₀ à C ₅₀ – MDDEP, Québec	\$	\$	\$	1	\$
BTEX	\$	\$	\$	1	\$
HAP	\$	\$	\$	1	\$
Huile et graisse	\$	\$	\$	1	\$
Glycol (diéthylène et propylène)	\$	\$	\$	2	\$
Métaux lourds (Al, Ni, Cd, Cr, Cu, Pb, Fe, Zn, Hg, Hg, As)	\$	\$	\$	2	\$
Métaux (Al, Sb, As, Ba, Be, B, Cd, Cr total, Co, Cu, Fe, Pb, Hg, Mg, Mn, Mo, Ni, Se, Ag, Tl, V, Zn)	\$	\$	\$	6	\$
Trousse de métaux de l'eau potable (Al, As, Ba, B, Cd, Cr, Cu, Fe, Pb, Hg, Mg, Mn, Sb, Se, Na, U, Zn)	\$	\$	\$	24	\$
Lixiviation des métaux de l'eau en deçà de la CMA (Cd, Pb, Sb)	\$	\$	\$	36	\$
Lixiviation des métaux de l'eau (Cd, Cu, Pb, Sb, Zn)	\$	\$	\$	6	\$
Une analyse des métaux individuels de la trousse de métaux de l'eau potable (p. ex., Fe, Al, etc.).	\$	\$	\$	24	\$
Métaux de faible teneur (Al, Fe, As, Ba, Be, B, Cd, Cr, total, Co, Cu, Fe, Pb, Hg, Mg, Mn, Mo, Ni, Se, Ag, Tl, V, Zn) – limite de détection conformément aux Lignes directrices pour la protection de la vie aquatique du CCME.	\$	\$	\$	1	\$
Oxygène dissous – titrage Winkler	\$	\$	\$	1	\$
Oxygène dissous – mesureur NE	\$	\$	\$	1	\$
Demande biologique en oxygène (DBO ₅)	\$	s.o.	s.o.	2	\$
Demande biochimique en oxygène carboné (CBOD ₅)	\$	s.o.	s.o.	2	\$
Coliformes totaux	\$	\$	\$	36	\$
Coliformes fécaux	\$	\$	\$	2	\$
E. coli	\$	\$	\$	36	\$
Numération sur plaque des bactéries hétérotrophes	\$	\$	\$	2	\$
Phosphore total	\$	\$	\$	4	\$
Phosphore total dissous (PTD)	\$	\$	\$	2	\$
Total de phosphore réactif soluble (PRS)	\$	\$	\$	2	\$
Chimie générale : alcalinité sous forme de CaCO₃, conductivité, pH, dureté sous forme de CaCO₃, total des solides dissous (TDS), total des solides en suspension (TSS), ammoniac, nitrate, nitrite, chlorure, fluorure, sulfate, turbidité.	\$	\$	\$	36	\$
Annexe 24 Paramètres organiques de la <i>Loi sur la salubrité de l'eau potable</i> de l'Ontario (Règlement de l'Ontario 170/03, tel que modifié)**.	\$	s.o.	s.o.	2	\$
Dureté (CaCO ₃)	\$	\$	\$	24	\$
Chlorures	\$	\$	\$	2	\$
Chloramines	\$	\$	\$	2	\$
Cyanure (total)	\$	\$	\$	2	\$
Cyanure (libre)	\$	\$	\$	2	\$
Chlore (libre)	\$	\$	\$	6	\$
Chlore (total)	\$	\$	\$	6	\$
Fluorure	\$	\$	\$	2	\$

Balance ionique	\$	\$	\$	2	\$
Composés phénoliques	\$	\$	\$	2	\$
Sulfures	\$	\$	\$	2	\$
Sulfates	\$	\$	\$	2	\$
Total des solides en suspension (TSS)	\$	\$	\$	2	\$
Alcalinité à l'état de CaCO ₃	\$	\$	\$	36	\$
pH	\$	\$	\$	36	\$
Naphtalène	\$	\$	\$	2	\$
Azote	\$	\$	\$	2	\$
Nitrates	\$	\$	\$	2	\$
Nitrites	\$	\$	\$	2	\$
Ammoniac total (NH ₃ + NH ₄ ⁺)	\$	\$	\$	1	\$
Azote total Kjeldahl (ATK)	\$	\$	\$	1	\$
Sulfure d'hydrogène (H ₂ S)	\$	\$	\$	1	\$
Magnésium	\$	\$	\$	2	\$
Carbone organique dissous	\$	\$	\$	1	\$
Carbone organique total (COT)	\$	\$	\$	1	\$
Conductivité spécifique	\$	\$	\$	2	\$
Turbidité	\$	\$	\$	36	\$
Bactéries de culture de la <i>Legionella</i> (<i>Legionella pneumophila</i> totale incluant tous les sérogroupes, LP_{TOT})	\$	s.o.	s.o.	36	\$
Réaction en chaîne de la polymérase quantitative de <i>Legionella pneumophila</i> (qPCR)	\$	s.o.	s.o.	36	\$
<u>Trousse d'échantillonnage de l'eau de surface</u> : Huiles et graisses – total; demande biologique en oxygène (DBO); total des solides en suspension (TSS); azote Kjeldahl total (TKN), phosphore (total); coliformes totaux; E. coli; chlorure; phénols; alcalinité; ammoniac (total); pH; carbone organique total (COT); métaux (Al, Sb, As, Ba, Be, B, Cd, Cr, CO, Cu, Fe, Pb, Hg, Mn, Mo, Ni, Se, Ag, Tl, V, Zn).	\$	\$	\$	1	\$
<u>Trousse de surveillance des eaux souterraines</u> : Chlorure de vinyle (LDM : 1,0 ppb); éthylène (LDM : 0,7 ppb); 1,1 dichloroéthane (LDM : 0,5 ppb); tétrahydrofurane (LDM : 0,7 ppb), benzène (LDM : 0,7 ppb); 1,4 dioxane (LDM : 15 ppb); toluène (LDM : 0,7 ppb); chlorobenzène (LDM : 0,7 ppb); m,p-Xylène (LDM : 0,7 ppb); o-xylène (LDM : 0,7 ppb); trichlorofluorométhane (LDM : 0,5 ppb); 1,1,2 Trichlorotrifluoroéthane (LDM : 0,5 ppb); 1,1 dichloroéthène (LDM : 0,5 ppb); EC 1, 2 dichloroéthène (LDM : 0,5 ppb); chloroforme (LDM : 0,5 ppb); 1,1,1 trichloroéthane (LDM : 0,5 ppb); 1, 2 Dichloroéthane (LDM : 0,5 ppb); trichloroéthène (LDM : 0,5 ppb); 1,1,2 trichloroéthane (LDM : 0,5 ppb); tétrachloroéthène (LDM : 0,5 ppb).	\$	s.o.	s.o.	4	\$
MATIÈRES DANGEREUSES					
Amiante (l'attestation doit être NVLAP ou IRSST)					
Analyse par microscopie à lumière polarisée (MLP) – Méthode EPA 600/R-93/116 (MDL = 0,5 %)	\$	\$	\$	400	\$
IRSST – Méthode 244,2 C.R. (MDL = 0,1 %)	\$	\$	\$	40	\$
Analyse par microscopie électronique à transmission (MEB) – méthode 7402 du NIOSH (échantillons en vrac)	\$	s.o.	s.o.	10	\$

Microscopie à contraste de phase (MCP) – méthode 7400 du NIOSH (échantillons d'air)	\$	\$	\$	80	\$
Analyse par microscopie électronique à transmission (MEB) – méthode 7402 du NIOSH (échantillons d'air)	\$	s.o.	s.o.	80	\$
Plomb et inorganique					
Plomb ICP-MS	\$	\$	\$	140	\$
Plomb – EPA 1311 – TCLP	\$	s.o.	s.o.	10	\$
Inorganique – EPA 1311 – TCLP	\$	s.o.	s.o.	10	\$
BPC					
Sol	\$	\$	\$	2	\$
Écouvillon	\$	\$	\$	2	\$
Huile	\$	\$	\$	2	\$
MICRO-ORGANISMES EN SUSPENSION DANS L'AIR					
Échantillonneur à surface collante – (cartouche Air-O-Cell***, échantillons de bande, Allergenco, Buckhard microscopique) – l'examen/identification au genre est requis(e) après l'examen microscopique à un grossissement de x1 000 et l'examen d'au moins 30 % des lames à ce degré de grossissement. Les unités déclarantes doivent être des comptages totaux par mètre cube pour chacun des genres identifiés et des comptages sur lame par genre (les résultats des échantillons de bande peuvent être semi-quantitatifs).	\$	\$	s.o.	200	\$
SCR (Agar) – l'identification au niveau du genre et de l'espèce des agents microbiens est nécessaire. Les unités déclarantes sont exprimées en unités de formation de colonies par mètre cube et en UFC pour les espèces par bande.	\$	s.o.	s.o.	200	\$
RADON					
Analyse de suivi à long terme de la trousse de dépistage du radon AT100 Alpha Accustar	\$	s.o.	s.o.	5	\$
PRIX TOTAL DE LA SOUMISSION (ajout de prix calculés dans la colonne E) :					\$

LDM : limite de détection de la méthode

ppb : parties par milliard (microgrammes par litre)

* Pour obtenir des détails sur les délais d'exécution, se reporter à la section 6.1 de l'annexe A.

** Voir l'onglet intitulé « Tableau de référence ».

*** Utilisation principale

IMPORTANT : Les paramètres indiqués en **gras** et en **bleu** sont jugés « critiques ».

Veuillez indiquer tous les contrats de sous-traitance (surtout, ceux de ces paramètres précisés) dans la partie de la proposition de la soumission.

ANNEXE B : BARÈME DES COÛTS DES SERVICES – ESTIMATIONS DE L'ANNÉE 4

Tous les coûts doivent être inclus dans les prix par échantillon fourni; p. ex., le coût/l'utilisation des glacières, des blocs réfrigérants, des bouteilles, des manifestes d'expédition et des supports d'échantillonnage, ainsi que tous les frais d'élimination et les frais de courrier.

	Délai d'exécution régulier* Prix par échantillon (fréquence de 60 %)	Délai d'exécution semi-urgent* Prix par échantillon (fréquence de 25 %)	Délai d'exécution urgent* Prix par échantillon (fréquence de 15 %)	Utilisation estimative (12 mois)	Prix calculé prix unitaire x utilisation estimative (0,60*D*A)+(0,25*D*B)+ (0,15*D*C)
Type d'échantillon	A	B	C	D	E
EAU					
Fractions 1 à 4 des hydrocarbures pétroliers du standard pancanadien du CCME - Méthode du CCME	\$	\$	\$	1	\$
Hydrocarbures pétroliers C ₁₀ à C ₅₀ – MDDEP, Québec	\$	\$	\$	1	\$
BTEX	\$	\$	\$	1	\$
HAP	\$	\$	\$	1	\$
Huile et graisse	\$	\$	\$	1	\$
Glycol (diéthylène et propylène)	\$	\$	\$	2	\$
Métaux lourds (Al, Ni, Cd, Cr, Cu, Pb, Fe, Zn, Hg, As)	\$	\$	\$	2	\$
Métaux (Al, Sb, As, Ba, Be, B, Cd, Cr total, Co, Cu, Fe, Pb, Hg, Mg, Mn, Mo, Ni, Se, Ag, Ti, V, Zn)	\$	\$	\$	6	\$
Trousse de métaux de l'eau potable (Al, As, Ba, B, Cd, Cr, Cu, Fe, Pb, Hg, Mg, Mn, Sb, Se, Na, U, Zn)	\$	\$	\$	24	\$
Lixiviation des métaux de l'eau en deçà de la CMA (Cd, Pb, Sb)	\$	\$	\$	36	\$
Lixiviation des métaux de l'eau (Cd, Cu, Pb, Sb, Zn)	\$	\$	\$	6	\$
Une analyse des métaux individuels de la trousse de métaux de l'eau potable (p. ex., Fe, Al, etc.).	\$	\$	\$	24	\$
Métaux de faible teneur (Al, Fe, As, Ba, Be, B, Cd, Cr, total, Co, Cu, Fe, Pb, Hg, Mg, Mn, Mo, Ni, Se, Ag, Ti, V, Zn) – limite de détection conformément aux Lignes directrices pour la protection de la vie aquatique du CCME.	\$	\$	\$	1	\$
Oxygène dissous – titrage Winkler	\$	\$	\$	1	\$
Oxygène dissous – mesureur NE	\$	\$	\$	1	\$
Demande biologique en oxygène (DBO ₅)	\$	s.o.	s.o.	2	\$
Demande biochimique en oxygène carboné (CBOD ₅)	\$	s.o.	s.o.	2	\$
Coliformes totaux	\$	\$	\$	36	\$
Coliformes fécaux	\$	\$	\$	2	\$
<i>E. coli</i>	\$	\$	\$	36	\$
Numération sur plaque des bactéries hétérotrophes	\$	\$	\$	2	\$
Phosphore total	\$	\$	\$	4	\$
Phosphore total dissous (PTD)	\$	\$	\$	2	\$
Total de phosphore réactif soluble (PRS)	\$	\$	\$	2	\$
Chimie générale : alcalinité sous forme de CaCO ₃ , conductivité, pH, dureté sous forme de CaCO ₃ , total des solides dissous (TDS), total des solides en suspension (TSS), ammoniac, nitrate, nitrite, chlorure, fluorure, sulfate, turbidité.	\$	\$	\$	36	\$
Annexe 24 Paramètres organiques de la <i>Loi sur la salubrité de l'eau potable</i> de l'Ontario (Règlement de l'Ontario 170/03, tel que modifié)**.	\$	s.o.	s.o.	2	\$
Dureté (CaCO ₃)	\$	\$	\$	24	\$
Chlorures	\$	\$	\$	2	\$
Chloramines	\$	\$	\$	2	\$
Cyanure (total)	\$	\$	\$	2	\$
Cyanure (libre)	\$	\$	\$	2	\$
Chlore (libre)	\$	\$	\$	6	\$

Chlore (total)	\$	\$	\$	6	\$
Fluorure	\$	\$	\$	2	\$
Balance ionique	\$	\$	\$	2	\$
Composés phénoliques	\$	\$	\$	2	\$
Sulfures	\$	\$	\$	2	\$
Sulfates	\$	\$	\$	2	\$
Total des solides en suspension (TSS)	\$	\$	\$	2	\$
Alcalinité à l'état de CaCO ₃	\$	\$	\$	36	\$
pH	\$	\$	\$	36	\$
Naphtalène	\$	\$	\$	2	\$
Azote	\$	\$	\$	2	\$
Nitrates	\$	\$	\$	2	\$
Nitrites	\$	\$	\$	2	\$
Ammoniac total (NH ₃ + NH ₄ ⁺)	\$	\$	\$	1	\$
Azote total Kjeldahl (ATK)	\$	\$	\$	1	\$
Sulfure d'hydrogène (H ₂ S)	\$	\$	\$	1	\$
Magnésium	\$	\$	\$	2	\$
Carbone organique dissous	\$	\$	\$	1	\$
Carbone organique total (COT)	\$	\$	\$	1	\$
Conductivité spécifique	\$	\$	\$	2	\$
Turbidité	\$	\$	\$	36	\$
Bactéries de culture de la <i>Legionella</i> (<i>Legionella pneumophila</i> totale incluant tous les sérogroupes, LP_{TOT})	\$	s.o.	s.o.	36	\$
Réaction en chaîne de la polymérase quantitative de <i>Legionella pneumophila</i> (qPCR)	\$	s.o.	s.o.	36	\$
Trousse d'échantillonnage de l'eau de surface : Huiles et graisses – total; demande biologique en oxygène (DBO); total des solides en suspension (TSS); azote Kjeldahl total (TKN), phosphore (total); coliformes totaux; E. coli; chlorure; phénols; alcalinité; ammoniac (total); pH; carbone organique total (COT); métaux (Al, Sb, As, Ba, Be, B, Cd, Cr, CO, Cu, Fe, Pb, Hg, Mn, Mo, Ni, Se, Ag, Tl, V, Zn).	\$	\$	\$	1	\$
Trousse de surveillance des eaux souterraines : Chlorure de vinyle (LDM : 1,0 ppb); éther (LDM : 0,7 ppb); 1,1 dichloroéthane (LDM : 0,5 ppb); tétrahydrofurane (LDM : 0,7 ppb), benzène (LDM : 0,7 ppb); 1,4 dioxane (LDM : 15 ppb); toluène (LDM : 0,7 ppb); chlorobenzène (LDM : 0,7 ppb); m,p-Xylène (LDM : 0,7 ppb); o-xylène (LDM : 0,7 ppb); trichlorofluorométhane (LDM : 0,5 ppb); 1,1,2 Trichlorotrifluoroéthane (LDM : 0,5 ppb); 1,1 dichloroéthène (LDM : 0,5 ppb); EC 1, 2 dichloroéthène (LDM : 0,5 ppb); chloroforme (LDM : 0,5 ppb); 1,1,1 trichloroéthane (LDM : 0,5 ppb); 1, 2 Dichloroéthane (LDM : 0,5 ppb); trichloroéthène (LDM : 0,5 ppb); 1,1,2 trichloroéthane (LDM : 0,5 ppb); tétrachloroéthène (LDM : 0,5 ppb).	\$	s.o.	s.o.	4	\$
MATIÈRES DANGEREUSES					
Amiante (l'attestation doit être NVLAP ou IRSST)					
Analyse par microscopie à lumière polarisée (MLP) – Méthode EPA 600/R-93/116 (MDL = 0,5 %)	\$	\$	\$	400	\$
IRSST – Méthode 244,2 C.R. (MDL = 0,1 %)	\$	\$	\$	40	\$
Analyse par microscopie électronique à transmission (MEB) – méthode 7402 du NIOSH (échantillons en vrac)	\$	s.o.	s.o.	10	\$

Microscopie à contraste de phase (MCP) – méthode 7400 du NIOSH (échantillons d'air)	\$	\$	\$	80	\$
Analyse par microscopie électronique à transmission (MEB) – méthode 7402 du NIOSH (échantillons d'air)	\$	s.o.	s.o.	80	\$
Plomb et inorganique					
Plomb ICP-MS	\$	\$	\$	140	\$
Plomb – EPA 1311 – TCLP	\$	s.o.	s.o.	10	\$
Inorganique – EPA 1311 – TCLP	\$	s.o.	s.o.	10	\$
BPC					
Sol	\$	\$	\$	2	\$
Écouvillon	\$	\$	\$	2	\$
Huile	\$	\$	\$	2	\$
MICRO-ORGANISMES EN SUSPENSION DANS L'AIR					
Échantillonneur à surface collante – (cartouche Air-O-Cell***, échantillons de bande, Allergenco, Buckhard microscopique) – l'examen/identification au genre est requis(e) après l'examen microscopique à un grossissement de x1 000 et l'examen d'au moins 30 % des lames à ce degré de grossissement. Les unités déclarantes doivent être des comptages totaux par mètre cube pour chacun des genres identifiés et des comptages sur lame par genre (les résultats des échantillons de bande peuvent être semi-quantitatifs).	\$	\$	s.o.	200	\$
SCR (Agar) – l'identification au niveau du genre et de l'espèce des agents microbiens est nécessaire. Les unités déclarantes sont exprimées en unités de formation de colonies par mètre cube et en UFC pour les espèces par bande.	\$	s.o.	s.o.	200	\$
RADON					
Analyse de suivi à long terme de la trousse de dépistage du radon AT100 Alpha Accustar	\$	s.o.	s.o.	5	\$
PRIX TOTAL DE LA SOUMISSION (ajout de prix calculés dans la colonne E) :					\$

LDM : limite de détection de la méthode

ppb : parties par milliard (microgrammes par litre)

* Pour obtenir des détails sur les délais d'exécution, se reporter à la section 6.1 de l'annexe A.

** Voir l'onglet intitulé « Tableau de référence ».

*** Utilisation principale

IMPORTANT : Les paramètres indiqués en **gras** et en **bleu** sont jugés « critiques ».

Veuillez indiquer tous les contrats de sous-traitance (surtout, ceux de ces paramètres précisés) dans la partie de la proposition de la soumission.

ANNEXE B : BARÈME DES COÛTS DES SERVICES – ESTIMATIONS DE L'ANNÉE 5

Tous les coûts doivent être inclus dans les prix par échantillon fourni; p. ex., le coût/l'utilisation des glacières, des blocs réfrigérants, des bouteilles, des manifestes d'expédition et des supports d'échantillonnage, ainsi que tous les frais d'élimination et les frais de courrier.

	Délai d'exécution régulier* Prix par échantillon (fréquence de 60 %)	Délai d'exécution semi-urgent* Prix par échantillon (fréquence de 25 %)	Délai d'exécution urgent* Prix par échantillon (fréquence de 15 %)	Utilisation estimative (12 mois)	Prix calculé prix unitaire x utilisation estimative (0,60*D*A)+(0,25*D*B)+ (0,15*D*C)
Type d'échantillon	A	B	C	D	E
EAU					
Fractions 1 à 4 des hydrocarbures pétroliers du standard pancanadien du CCME - Méthode du CCME	\$	\$	\$	1	\$
Hydrocarbures pétroliers C ₁₀ à C ₅₀ – MDDEP, Québec	\$	\$	\$	1	\$
BTEX	\$	\$	\$	1	\$
HAP	\$	\$	\$	1	\$
Huile et graisse	\$	\$	\$	1	\$
Glycol (diéthylène et propylène)	\$	\$	\$	2	\$
Métaux lourds (Al, Ni, Cd, Cr, Cu, Pb, Fe, Zn, Hg, As)	\$	\$	\$	2	\$
Métaux (Al, Sb, As, Ba, Be, B, Cd, Cr total, Co, Cu, Fe, Pb, Hg, Mg, Mn, Mo, Ni, Se, Ag, Tl, V, Zn)	\$	\$	\$	6	\$
Trousse de métaux de l'eau potable (Al, As, Ba, B, Cd, Cr, Cu, Fe, Pb, Hg, Mg, Mn, Sb, Se, Na, U, Zn)	\$	\$	\$	24	\$
Lixiviation des métaux de l'eau en deçà de la CMA (Cd, Pb, Sb)	\$	\$	\$	36	\$
Lixiviation des métaux de l'eau (Cd, Cu, Pb, Sb, Zn)	\$	\$	\$	6	\$
Une analyse des métaux individuels de la trousse de métaux de l'eau potable (p. ex., Fe, Al, etc.).	\$	\$	\$	24	\$
Métaux de faible teneur (Al, Fe, As, Ba, Be, B, Cd, Cr, total, Co, Cu, Fe, Pb, Hg, Mg, Mn, Mo, Ni, Se, Ag, Tl, V, Zn) – limite de détection conformément aux Lignes directrices pour la protection de la vie aquatique du CCME.	\$	\$	\$	1	\$
Oxygène dissous – titrage Winkler	\$	\$	\$	1	\$
Oxygène dissous – mesureur NE	\$	\$	\$	1	\$
Demande biologique en oxygène (DBO ₅)	\$	s.o.	s.o.	2	\$
Demande biochimique en oxygène carboné (CBOD ₅)	\$	s.o.	s.o.	2	\$
Coliformes totaux	\$	\$	\$	36	\$
Coliformes fécaux	\$	\$	\$	2	\$
E. coli	\$	\$	\$	36	\$
Numération sur plaque des bactéries hétérotrophes	\$	\$	\$	2	\$
Phosphore total	\$	\$	\$	4	\$
Phosphore total dissous (PTD)	\$	\$	\$	2	\$
Total de phosphore réactif soluble (PRS)	\$	\$	\$	2	\$
Chimie générale : alcalinité sous forme de CaCO₃, conductivité, pH, dureté sous forme de CaCO₃, total des solides dissous (TDS), total des solides en suspension (TSS), ammoniac, nitrate, nitrite, chlorure, fluorure, sulfate, turbidité.	\$	\$	\$	36	\$
Annexe 24 Paramètres organiques de la <i>Loi sur la salubrité de l'eau potable</i> de l'Ontario (Règlement de l'Ontario 170/03, tel que modifié)**.	\$	s.o.	s.o.	2	\$
Dureté (CaCO ₃)	\$	\$	\$	24	\$
Chlorures	\$	\$	\$	2	\$
Chloramines	\$	\$	\$	2	\$
Cyanure (total)	\$	\$	\$	2	\$
Cyanure (libre)	\$	\$	\$	2	\$
Chlore (libre)	\$	\$	\$	6	\$
Chlore (total)	\$	\$	\$	6	\$
Fluorure	\$	\$	\$	2	\$
Balance ionique	\$	\$	\$	2	\$
Composés phénoliques	\$	\$	\$	2	\$

Sulfures	\$	\$	\$	2	\$
Sulfates	\$	\$	\$	2	\$
Total des solides en suspension (TSS)	\$	\$	\$	2	\$
Alcalinité à l'état de CaCO ₃	\$	\$	\$	36	\$
pH	\$	\$	\$	36	\$
Naphtalène	\$	\$	\$	2	\$
Azote	\$	\$	\$	2	\$
Nitrates	\$	\$	\$	2	\$
Nitrites	\$	\$	\$	2	\$
Ammoniac total (NH ₃ + NH ₄ ⁺)	\$	\$	\$	1	\$
Azote total Kjeldahl (ATK)	\$	\$	\$	1	\$
Sulfure d'hydrogène (H ₂ S)	\$	\$	\$	1	\$
Magnésium	\$	\$	\$	2	\$
Carbone organique dissous	\$	\$	\$	1	\$
Carbone organique total (COT)	\$	\$	\$	1	\$
Conductivité spécifique	\$	\$	\$	2	\$
Turbidité	\$	\$	\$	36	\$
Bactéries de culture de la <i>Legionella</i> (<i>Legionella pneumophila</i> totale incluant tous les sérogroupes, LP_{TOT})	\$	s.o.	s.o.	36	\$
Réaction en chaîne de la polymérase quantitative de <i>Legionella pneumophila</i> (qPCR)	\$	s.o.	s.o.	36	\$
Trousse d'échantillonnage de l'eau de surface : Huiles et graisses – total; demande biologique en oxygène (DBO); total des solides en suspension (TSS); azote Kjeldahl total (TKN), phosphore (total); coliformes totaux; E. coli; chlorure; phénols; alcalinité; ammoniac (total); pH; carbone organique total (COT); métaux (Al, Sb, As, Ba, Be, B, Cd, Cr, CO, Cu, Fe, Pb, Hg, Mn, Mo, Ni, Se, Ag, Tl, V, Zn).	\$	\$	\$	1	\$
Trousse de surveillance des eaux souterraines : Chlorure de vinyle (LDM : 1,0 ppb); éther (LDM : 0,7 ppb); 1,1 dichloroéthane (LDM : 0,5 ppb); tétrahydrofurane (LDM : 0,7 ppb), benzène (LDM : 0,7 ppb); 1,4 dioxane (LDM : 15 ppb); toluène (LDM : 0,7 ppb); chlorobenzène (LDM : 0,7 ppb); m,p-Xylène (LDM : 0,7 ppb); o-xylène (LDM : 0,7 ppb); trichlorofluorométhane (LDM : 0,5 ppb); 1,1,2 Trichlorotrifluoroéthane (LDM : 0,5 ppb); 1,1 dichloroéthène (LDM : 0,5 ppb); EC 1, 2 dichloroéthène (LDM : 0,5 ppb); chloroforme (LDM : 0,5 ppb); 1,1,1 trichloroéthane (LDM : 0,5 ppb); 1, 2 Dichloroéthane (LDM : 0,5 ppb); trichloroéthène (LDM : 0,5 ppb); 1,1,2 trichloroéthane (LDM : 0,5 ppb); tétrachloroéthène (LDM : 0,5 ppb).	\$	s.o.	s.o.	4	\$
MATIÈRES DANGEREUSES					
Amiante (l'attestation doit être NVLAP ou IRSST)					
Analyse par microscopie à lumière polarisée (MLP) – Méthode EPA 600/R-93/116 (MDL = 0,5 %)	\$	\$	\$	400	\$
IRSST – Méthode 244,2 C.R. (MDL = 0,1 %)	\$	\$	\$	40	\$
Analyse par microscopie électronique à transmission (MEB) – méthode 7402 du NIOSH (échantillons en vrac)	\$	s.o.	s.o.	10	\$
Microscopie à contraste de phase (MCP) – méthode 7400 du NIOSH (échantillons d'air)	\$	\$	\$	80	\$
Analyse par microscopie électronique à transmission (MEB) – méthode 7402 du NIOSH (échantillons d'air)	\$	s.o.	s.o.	80	\$
Plomb et inorganique					

Plomb ICP-MS	\$	\$	\$	140	\$
Plomb – EPA 1311 – TCLP	\$	s.o.	s.o.	10	\$
Inorganique – EPA 1311 – TCLP	\$	s.o.	s.o.	10	\$
BPC					
Sol	\$	\$	\$	2	\$
Écouvillon	\$	\$	\$	2	\$
Huile	\$	\$	\$	2	\$
MICRO-ORGANISMES EN SUSPENSION DANS L'AIR					
Échantillonneur à surface collante – (cartouche Air-O-Cell***, échantillons de bande, Allergenco, Buckhard microscopique) – l'examen/identification au genre est requis(e) après l'examen microscopique à un grossissement de x1 000 et l'examen d'au moins 30 % des lames à ce degré de grossissement. Les unités déclarantes doivent être des comptages totaux par mètre cube pour chacun des genres identifiés et des comptages sur lame par genre (les résultats des échantillons de bande peuvent être semi-quantitatifs).	\$	\$	s.o.	200	\$
SCR (Agar) – l'identification au niveau du genre et de l'espèce des agents microbiens est nécessaire. Les unités déclarantes sont exprimées en unités de formation de colonies par mètre cube et en UFC pour les espèces par bande.	\$	s.o.	s.o.	200	\$
RADON					
Analyse de suivi à long terme de la trousse de dépistage du radon AT100 Alpha Accustar	\$	s.o.	s.o.	5	\$
PRIX TOTAL DE LA SOUMISSION (ajout de prix calculés dans la colonne E) :					\$

LDM : limite de détection de la méthode

ppb : parties par milliard (microgrammes par litre)

* Pour obtenir des détails sur les délais d'exécution, se reporter à la section 6.1 de l'annexe A.

** Voir l'onglet intitulé « Tableau de référence ».

*** Utilisation principale

IMPORTANT : Les paramètres indiqués en **gras** et en **bleu** sont jugés « critiques ».

Veuillez indiquer tous les contrats de sous-traitance (surtout, ceux de ces paramètres précisés) dans la partie de la proposition de la soumission.

ANNEXE B : BARÈME DES COÛTS DES SERVICES – COÛT TOTAL SUR CINQ ANS ET ACCRÉDITATIONS

	Prix total sur un cycle de vie de cinq ans de la COC	Accréditation et année d'attestation la plus récente (p. ex., CALA-2010)
Type d'échantillon	A	B
EAU		
Fractions 1 à 4 des hydrocarbures pétroliers du standard pancanadien du CCME - Méthode du CCME	\$	
Hydrocarbures pétroliers C ₁₀ à C ₅₀ – MDDEP, Québec	\$	
BTEX	\$	
HAP	\$	
Huile et graisse	\$	
Glycol (diéthylène et propylène)	\$	
Métaux lourds (Al, Ni, Cd, Cr, Cu, Pb, Fe, Zn, Hg, As)	\$	
Métaux (Al, Sb, As, Ba, Be, B, Cd, Cr total, Co, Cu, Fe, Pb, Hg, Mg, Mn, Mo, Ni, Se, Ag, Ti, V, Zn)	\$	
Trousse de métaux de l'eau potable (Al, As, Ba, B, Cd, Cr, Cu, Fe, Pb, Hg, Mn, Sb, Se, Na, U, Zn)	\$	
Une analyse des métaux individuels de la trousse de métaux de l'eau potable (p. ex., Fe, Al, etc.).	\$	
Métaux de faible teneur (Al, Fe, As, Ba, Be, B, Cd, Cr, total, Co, Cu, Fe, Pb, Hg, Mg, Mn, Mo, Ni, Se, Ag, Ti, V, Zn) – limite de détection conformément aux Lignes directrices pour la protection de la vie aquatique du CCME.	\$	
Oxygène dissous – titrage Winkler	\$	
Oxygène dissous – mesureur NE	\$	
Demande biologique en oxygène (DBO ₅)	\$	
Demande biochimique en oxygène carboné (CBOD ₅)	\$	
Coliformes totaux	\$	
Coliformes fécaux	\$	
E. coli	\$	
Numération sur plaque des bactéries hétérotrophes	\$	
Phosphore total	\$	
Phosphore total dissous (PTD)	\$	
Total de phosphore réactif soluble (PRS)	\$	
Chimie générale : alcalinité sous forme de CaCO₃, conductivité, pH, dureté sous forme de CaCO₃, total des solides dissous (TDS), total des solides en suspension (TSS), ammoniac, nitrate, nitrite, chlorure, fluorure, sulfate.	\$	
Annexe 24 Paramètres organiques de la <i>Loi sur la salubrité de l'eau potable</i> de l'Ontario (Règlement de l'Ontario 170/03, tel que modifié)**.	\$	
Dureté	\$	
Chlorures	\$	
Chloramines	\$	
Cyanure (total)	\$	
Cyanure (libre)	\$	
Chlore (libre)	\$	
Chlore (total)	\$	
Fluorure	\$	
Balance ionique	\$	
Composés phénoliques	\$	
Sulfures	\$	
Sulfates	\$	
Total des solides en suspension (TSS)	\$	
Alcalinité à l'état de CaCO ₃	\$	
pH	\$	
Naphtalène	\$	
Azote	\$	
Nitrates	\$	
Nitrites	\$	
Ammoniac total (NH ₃ + NH ₄ ⁺)	\$	

Azote total Kjeldahl (ATK)	\$	
Sulfure d'hydrogène (H ₂ S)	\$	
Plomb	\$	
Magnésium	\$	
Manganèse	\$	
Carbone organique dissous	\$	
Carbone organique total (COT)	\$	
Conductivité spécifique	\$	
Turbidité	\$	
Bactéries de culture de la <i>Legionella</i> (<i>Legionella pneumophila</i> totale incluant tous les sérogroupes, LP_{TOT})	\$	
Réaction en chaîne de la polymérase quantitative de <i>Legionella pneumophila</i> (qPCR)	\$	
Trousse d'échantillonnage de l'eau de surface : Huiles et graisses – total; demande biologique en oxygène (DBO); total des solides en suspension (TSS); azote Kjeldahl total (TKN), phosphore (total); coliformes totaux; E. coli; chlorure; phénols; alcalinité; ammoniac (total); pH; carbone organique total (COT); métaux (Al, Sb, As, Ba, Be, B, Cd, Cr, CO, Cu, Fe, Pb, Hg, Mn, Mo, Ni, Se, Ag, Ti, V, Zn).	\$	
Trousse de surveillance des eaux souterraines : Chlorure de vinyle (LDM : 1,0 ppb); éther (LDM : 0,7 ppb); 1,1 dichloroéthane (LDM : 0,5 ppb); tétrahydrofurane (LDM : 0,7 ppb), benzène (LDM : 0,7 ppb); 1,4 dioxane (LDM : 15 ppb); toluène (LDM : 0,7 ppb); chlorobenzène (LDM : 0,7 ppb); m,p-Xylène (LDM : 0,7 ppb); o-xylène (LDM : 0,7 ppb); trichlorofluorométhane (LDM : 0,5 ppb); 1,1,2 Trichlorotrifluoroéthane (LDM : 0,5 ppb); 1,1 dichloroéthène (LDM : 0,5 ppb); EC 1, 2 dichloroéthène (LDM : 0,5 ppb); chloroforme (LDM : 0,5 ppb); 1,1,1 trichloroéthane (LDM : 0,5 ppb); 1, 2 Dichloroéthane (LDM : 0,5 ppb); trichloroéthène (LDM : 0,5 ppb); 1,1,2 trichloroéthane (LDM : 0,5 ppb); tétrachloroéthène (LDM : 0,5 ppb).	\$	
MATIÈRES DANGEREUSES		
Amiante (l'attestation doit être NVLAP ou IRSST)		
Analyse par microscopie à lumière polarisée (MLP) – Méthode EPA 600/R-93/116 (MDL = 0,5 %)	\$	
IRSST – Méthode 244,2 C.R. (MDL = 0,1 %)	\$	
Analyse par microscopie électronique à transmission (MEB) – méthode 7402 du NIOSH (échantillons en vrac)	\$	
Microscopie à contraste de phase (MCP) – méthode 7400 du NIOSH (échantillons d'air)	\$	
Analyse par microscopie électronique à transmission (MEB) – méthode 7402 du NIOSH (échantillons d'air)	\$	
Plomb et inorganique		
Plomb ICP-MS	\$	
Plomb – EPA 1311 – TCLP	\$	
Inorganique – EPA 1311 – TCLP	\$	
BPC		
Sol	\$	
Écouvillon	\$	
Huile	\$	

MICRO-ORGANISMES EN SUSPENSION DANS L'AIR		
Échantillonneur à surface collante – (cartouche Air-O-Cell***, échantillons de bande, Allergenco, Buckhard microscopique) – l'examen/identification au genre est requis(e) après l'examen microscopique à un grossissement de x1 000 et l'examen d'au moins 30 % des lames à ce degré de grossissement. Les unités déclarantes doivent être des comptages totaux par mètre cube pour chacun des genres identifiés et des comptages sur lame par genre (les résultats des échantillons de bande peuvent être semi-quantitatifs).	\$	
SCR (Agar) – l'identification au niveau du genre et de l'espèce des agents microbiens est nécessaire. Les unités déclarantes sont exprimées en unités de formation de colonies par mètre cube et en UFC pour les espèces par bande.	\$	
RADON		
Analyse de suivi à long terme de la trousse de dépistage du radon AT100 Alpha Accustar	\$	
PRIX TOTAL DE LA SOUMISSION (ajout de prix calculés dans la colonne	\$	S.O.

LDM : limite de détection de la méthode

ppb : parties par milliard (microgrammes par litre)

* Pour obtenir des détails sur les délais d'exécution, se reporter à la section 6.1 de l'annexe A.

** Voir l'onglet intitulé « Tableau de référence ».

*** Utilisation principale

IMPORTANT : Les paramètres indiqués en **gras** et en **bleu** sont jugés « critiques ». La préférence peut être accordée aux laboratoires qui peuvent les analyser à l'interne. Veuillez indiquer tous les contrats de sous-traitance (surtout, ceux de ces paramètres précisés) dans la partie de la proposition de la soumission.

ANNEXE B : BARÈME DES COÛTS DES SERVICES – TABLEAU DE RÉFÉRENCE

Liste des paramètres inclus dans les troussees d'eau potable figurant sur la feuille de travail intitulée « Barème des coûts des services »

Paramètres de l'eau potable	
Ontario Drinking Water Schedule 24 Organic Parameters Package (Ontario Regulation 170/03, as amended)	Alachlor, Aldicarb, Aldrin + Dieldrin, Atrazine + N-dealkylated metabolites, Azinphos-methyl, Bendiocarb, Benzene, Benzo(a)pyrene, Bromoxynil, Carbaryl, Carbofuran, Carbon Tetrachloride, Chlordane (Total), Chlorpyrifos, Cyanazine, Diazinon, Dicamba, 1,2-Dichlorobenzene, 1,4-Dichlorobenzene, Dichlorodiphenyltrichloroethane (DDT) + metabolites, 1,2-dichloroethane, 1,1-Dichloroethylene (vinylidene chloride), Dichloromethane, 2,4-Dichlorophenol, 2,4-Dichlorophenoxy acetic acid (2,4-D), Diclofop-methyl, Dimethoate, Dinoseb, Diquat, Diuron, Glyphosate, Heptachlor + Heptachlor Epoxide, Lindane (Total), Malathion, Methoxychlor, Metolachlor, Metribuzin, Monochlorobenzene, Paraquat, Parathion, Pentachlorophenol, Phorate, Picloram, Polychlorinated Biphenyls (PCB), Prometryne, Simazine, Temephos, Terbufos, Tetrachloroethylene (perchloroethylene), 2,3,4,6-Tetrachlorophenol, Triallate, Trichloroethylene, 2,4,6-Trichlorophenol, 2,4,5-Trichlorophenoxy acetic acid (2,4,5-T), Trifluralin, Vinyl Chloride

Annexe C

Entente de non-divulgation

EP914-181423

Je soussigné(e), _____, reconnais que, dans le cadre de mon travail à titre d'employé ou de sous-traitant de _____, je peux avoir le droit d'accès à des renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux, en vertu de l'offre à commandes portant le numéro de série **EP914-181423**, entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et _____, y compris des renseignements confidentiels ou des renseignements protégés par des droits de propriété intellectuelle appartenant à des tiers, ainsi que ceux qui sont conçus générés ou produits par l'entrepreneur pour l'exécution des travaux. Aux fins de cette entente, les renseignements comprennent, sans s'y limiter, tous les documents, instructions, directives, données, éléments matériels, avis ou autres, reçus verbalement, sous forme imprimée ou électronique ou autre, et considérés ou non comme exclusifs ou de nature délicate, qui sont divulgués à une personne ou dont une personne prend connaissance pendant l'exécution du contrat.

J'accepte de ne pas reproduire, copier, utiliser, divulguer, diffuser ou publier, en tout ou en partie, de quelque manière ou forme que ce soit les renseignements décrits ci-dessus sauf à une personne employée par le Canada qui est autorisée à y avoir accès. Je m'engage à protéger les renseignements et à prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées, y compris celles énoncées dans toute instruction écrite ou orale, émise par le Canada, pour prévenir la divulgation ou l'accès à ces renseignements en contravention de cette entente.

Je reconnais également que les renseignements fournis à l'entrepreneur par ou pour le Canada ne doivent être utilisés qu'aux seules fins du contrat et ces renseignements demeurent la propriété du Canada ou d'un tiers, selon le cas.

J'accepte que l'obligation de cette entente survivra à la fin de l'offre à commandes portant le numéro de série : **EP914-181423**.

Signature

Date

Rapport d'utilisation trimestriel - Annexe D

EP914-181423

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

Introduction

Le gouvernement du Canada (GC) souhaite obtenir les services d'un entrepreneur qui fournira au responsable de l'offre à commandes des rapports sur l'utilisation périodiques tous les trimestres

Date de réponse prévue

Il est **OBLIGATOIRE** de renvoyer le rapport rempli à la date indiquée.

Trimestre	Période à couvrir (à être révisées avant l'émission de l'offre à commandes)	Date d'échéance (à être révisées avant l'émission de l'offre à commandes)
1 ^{er}	du 1er janvier au 31 mars	15 avril
2 ^e	du 1er avril au 30 juin	15 juillet
3 ^e	du 1er juillet au 30 septembre	15 octobre
4 ^e	du 1er octobre au 31 décembre	15 janvier

Renvoi du rapport rempli

Envoyer par courriel le rapport rempli à l'adresse francois.rosso@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Ne pas oublier d'indiquer le titre « Rapport d'utilisation trimestriel » et la période du rapport dans l'objet de votre courriel. On demande à l'entrepreneur de ne joindre que la feuille de travail 2, « Feuille d'information et sommaire » au rapport d'utilisation trimestriel.

Répondre à toutes les questions

L'entrepreneur doit remplir toutes les parties applicables du rapport.

Devise

Toutes les valeurs monétaires doivent être en dollars canadiens (CAN).

Modification de la présentation

L'entrepreneur ne doit pas modifier la présentation de ce rapport. Toutes les suggestions concernant la présentation doivent être envoyées par courriel à l'adresse amalia.maquiling@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Questions

Pour plus de précisions, envoyer un courriel à l'adresse francois.rosso@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Description des articles

Champ	Description
Numéro de commande	Numéro unique du contrat, indiqué à la page 1 du contrat
Numéro de modification de commande	Numéro de modification de la modification de la commande subséquente, par exemple : modification 1, modification 2, etc.
Date d'émission de la commande	Date d'émission de la commande subséquente/modification à l'entrepreneur
Date de début	Date de début de l'engagement des ressources/services
Date de fin	Date de fin de l'engagement/date d'achèvement (ou date de fin prévue) pour les ressources/services
Description du projet	Brève description des travaux impartis
Personne-ressource du client	Coordonnées de la personne-ressource, qui devraient inclure le nom, l'adresse courriel et le numéro de téléphone
Valeur de la commande (ou valeur de la modification)	La valeur de la commande subséquente (taxes applicables incluses) indiquée à la page 1 de la commande. Ou valeur de l'augmentation ou de la diminution conformément à la modification
Notes	Notes ou commentaires, le cas échéant

Rapport d'utilisation trimestriel - Annexe D
EP914-181423

N° de l'OC : EP914-181423		Période à couvrir : _____	
Titre de l'OC : Services de laboratoires		Responsable de l'OC, TPSGC : François Rosso	

	N° de la commande subséquente	N° de modification de la commande subséquente	Date d'émission de la commande subséquente ou modification (AAAA-MM-JJ)	Date de début de la commande subséquente (AAAA-MM-JJ)	Date de fin de la commande subséquente (AAAA-MM-JJ)	Description du projet	Emplacement / Nom du bâtiment	Coordonnées de la personne-ressource du client (nom, courriel et numéro de téléphone)	Valeur de la commande subséquente ou de la modification
1									\$
2									\$
3									\$
4									\$
5									\$
6									\$
7									\$
8									\$
9									\$
10									\$
11									\$
12									\$
13									\$
14									\$
15									\$
16									\$
17									\$
18									\$
19									\$
20									\$
21									\$
22									\$
23									\$
Valeur totale de la commande subséquente pour le trimestre (i)									\$
Commandes subséquentes cumulatives des périodes antérieures (ii)									\$
Valeur totale de la commande subséquente jusqu'à présent = (i) + (ii)									\$

Préparé par: (Inscrire le nom de la compagnie et le nom de la personne qui a complété le rapport)

ANNEXE “E”

Exigences en matière d'assurance

Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.

- j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- n. Préjudices découlant de la publicité : L'avenant doit notamment inclure le piratage ou l'appropriation illicite d'idées, ou la violation de droits d'auteur, de marques de commerce, de titres ou de slogans.
- o. Assurance tous risques de responsabilité civile des locataires : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de l'occupation d'installations louées.
- p. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

*Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

*Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de

l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

G2002C - Assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions (également appelée assurance responsabilité civile professionnelle) d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit en aucun cas être inférieure à 1 000 000 \$ par sinistre et suivant le total annuel, y compris les frais de défense.
2. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
3. L'avenant suivant doit être compris :

Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

ANNEXE « F » de la PARTIE 3 de la DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Tel qu'indiqué à la clause 3.1.1 de la Partie 3, l'offrant doit compléter l'information ci-dessous afin d'identifier quels instruments de paiement électronique sont acceptés pour le paiement de factures.

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Carte d'achat VISA ;
- () Carte d'achat MasterCard ;
- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;
- () Virement télégraphique (international seulement) ;
- () Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)